

PRÉSIDENTIELLE:

Le FCE félicite Tebboune et attend des mesures d'urgence pour sauver les entreprises

P. 3

ALGERIE - FRANCE

Emmanuel Macron félicite chaleureusement le président Tebboune

P. 24

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR:

Plusieurs mesures et activités pour le renforcement de l'usage de la langue anglaise

P. 4

INVESTITURE DU PRÉSIDENT ÉLU ABDELMADJID TEBBOUNE L'Algérie entame une nouvelle ère

Une semaine après son élection, à une majorité de 58,13% des voix exprimées, obtenus dès le premier tour, le nouveau président Abdelmadjid Tebboune prête serment aujourd'hui, en application des articles 89 et 90 de la Constitution, signant ainsi sa prise de fonction effective. Beaucoup de chantiers l'attendent, lui qui a retenu 54 engagements dans son programme électoral. Ceci sans compter les attentes qui ne manqueront pas de s'exprimer, à l'image de celles que vient de formuler le FCE FCE qui a adjoint à son message de félicitations un appel au secours en faveur des entreprises en difficultés.

P. 3

DKNews



EDUCATION NATIONALE

Plus de 62.000 enseignants aux examens de promotion, fin décembre

P. 24

ENVIRONNEMENT

Zerouati présente le nouveau guide de l'étude d'impact sur l'environnement

P. 24

11^E CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA CULTURE DE L'UNESCO :

Rabehi plaide pour la place qui sied à la culture dans les politiques de développement

P. 4

SANTÉ

SPORT ET SANTÉ
SAVOIR BIEN S'ENTRAÎNER

P.p 12-13

MODERNISATION ET MISE À NIVEAU DES STADES :
"Le Premier ministre donne son accord pour le financement de plusieurs opérations"

P. 21



CINÉMA
Le réalisateur Cherif Aggoune n'est plus

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME :
Arrestation d'un élément de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès

P. 24

UNIVERSITÉ DE CHELF Séminaire sur la nutrition et la santé

L'université Hassniba Benbouali de Chlef, a organisé hier à la maison de la Culture M'hamed Djellid, le 1^{er} séminaire national sur le rôle de la recherche scientifique dans la nutrition et la santé. Une vingtaine d'universités ont pris part à cette rencontre encadrée par le département des sciences alimentaires et nutrition humaine.



BULLETIN MÉTÉO SPÉCIAL Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du pays



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses avec des rafales de vent sous orages, affectent depuis hier plusieurs wilayas du pays, annonce l'Office nationale de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les pluies ont affectés, dans un premier temps, les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa et le nord de Sétif, avec des quantités estimées entre 20 et 40 mm. Elles atteindront, par la suite, les wilayas de Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Mila, Constantine, Guelma, Souk-Ahras, Oum-El-Bouaghi, Batna et Khenchela, où les quantités attendus seront entre 20 et 40mm.

OPÉRA D'ALGER Concert de musique symphonique

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, organise ce soir à partir de 19h30, un concert de musique symphonique intitulé «La symphonie des symphonie». A cette occasion, l'Orchestre de l'opéra sera dirigé par le maestro Amine Kouider. Les meilleurs œuvres de Mozart, Beethoven, Tchaïkovski, Dvorak, Mendelson et Berlioz seront jouées lors de cette soirée.



PALAIS DES RAÏS Expo-vente de produits et aliments naturels



Sous le thème «la culture au naturel, artisans et terroirs», le Palais des Raïs (Bastion 23), organise à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 26 décembre, une expo-vente de produits et aliments naturels. L'accès est gratuit aux expositions tous les jours sauf le vendredi de 09h à 17h.

PALAIS DE LA CULTURE Gala de variétés

Le Palais de la Culture Moufidi-Zakaria (Alger), organise ce soir à partir de 18h30, un gala de variété animé par Lyes Ksantini, Yazid Oumoussa et K a r i m a Essaghira.



CE MATIN AU CENTRE FAMILIAL DE BEN AKNOUN 3^e journée de FMC de l'EPH Ibn-Ziri

L'établissement public hospitalier (EPH) Ibn Ziri de Bologhine, organise sa 3^e journée de formation médicale continue, ce matin au niveau du Centre familial de la CNAS de Ben Aknoun. Parmi les thèmes qui seront abordés : Les antis inflammatoires non stéroïdiens et tube digestif, les urgences et le dépistage des hépatites virales.



CE MATIN À L'INSP 2^e journée nationale des biologistes de la santé publique

La Société algérienne des biologistes de la santé publique (SABSP), organise ce matin à partir de 8h30, à l'Institut national de santé publique de Ben Aknoun (Alger), la 2^e journée scientifique nationale des biologistes de la santé publique placée sous le thème «l'apport du biologiste dans le contrôle de qualité au niveau d'un laboratoire d'analyses médicales».



TNA Présentation de la pièce «Cfawa»

Les journées nationales du théâtre amazigh se poursuivent au Théâtre national algérien avec la présentation aujourd'hui de la pièce «Cfawa», texte et mise en scène par Hamza Boukir, production de l'association culturelle «Thagherma Ighil Nacer» de Béjaïa.



ASTRONOMIE Les noms "Hoggar" et "Tassili" attribués à des astres de l'exo-planète



Les noms "Hoggar" et "Tassili" ont été attribués à des astres d'exo-planète (se trouvant hors du système solaire ndlr), a-t-on appris hier du coordinateur national du comité de la nomination des exo-planètes auprès de l'Union astronomique internationale, Jamel Mimouni. "Les noms proposés "Hoggar" et "Tassili", des massifs montagneux situés au cœur du Sahara dans le Sud algérien ont été approuvés mardi par l'Union astronomique internationale au cours de la cérémonie de célébration du centenaire de la création de cet organisme international, tenue à l'observatoire de Paris (France)", a indiqué dans un entretien téléphonique, M. Mimouni, également président de l'association locale "Sirius" d'astronomie. Jamel Mimouni a affirmé que "ces deux noms ont été proposés par le comité algérien participant aux côtés de 112 pays à une campagne de dénomination des exo-planètes et leurs étoiles hôtes". "Les observations astronomiques de la dernière génération ont découvert plus de 4000 planètes en orbite autour d'autres étoiles, appelées exo planètes", a fait savoir le même responsable, assurant que "le nombre de découvertes double tous les deux ans et demi révélant de remarquables populations de nouvelles planètes et mettant en perspective notre propre Terre et notre système solaire".

TIPASA Découverte du cadavre d'une femme au niveau d'une plage de Sidi Ghilès

Un cadavre d'une femme non identifiée a été découvert, par les services de la gendarmerie nationale, au niveau de l'une des plages de l'ouest de la ville de Sidi Ghilès (Tipasa), a-t-on appris, hier, auprès des services de la protection civile de la wilaya. Le cadavre, retrouvé dans un état de décomposition avancé, a été rejeté par la mer, dans la soirée d'hier, au niveau de la plage "Petit vichy" de l'Ouest de Sidi Ghilès, a-t-on ajouté de même source. "La dépouille a été transportée, par des éléments de la protection civile, à la morgue de l'hôpital de Sidi Ghilès, dans l'attente du rapport du légiste, qui tentera de l'identifier et de déterminer les circonstances ou causes de sa mort", a précisé la source, avançant qu'il s'agirait d'une jeune femme d'une vingtaine d'années. Une enquête a été, également, ouverte par la gendarmerie nationale, pour déterminer les causes et circonstances de cette mort.



MUSÉE DE SÉTIF 400 visiteurs étrangers en 10 mois

Pas moins de 400 étrangers de différentes nationalités ont visité le musée national public de Sétif au cours des 10 premiers mois de l'année en cours, a indiqué la directrice du musée Chadia Khelfallah. Les visiteurs qui se sont particulièrement intéressés aux collections des périodes préhistorique, romaine et islamique, sont de 18 nationalités dont japonaise, française, italienne, belge, taïwanaise, australienne et russe, a précisé la même responsable. "C'est au cours du mois d'avril que le musée a enregistré le taux de fréquentation le plus élevé en attirant 171 visiteurs étrangers contre 64 en février et 46 en juin", a ajouté Mme Khelfallah. La salle des mosaïques où se trouve la mosaïque Triomphe de Bacchus, un des tableaux rarissimes dans le monde, et celle de la déesse Vénus a particulièrement suscité la curiosité des visiteurs aussi bien nationaux qu'étrangers, a relevé la directrice de l'établissement. Créé en 1985, le musée de Sétif qui a acquis un statut national en 1992 connaît une dynamique durant toute la semaine et tout au long de l'année avec, notamment, des visites guidées et des ateliers didactiques destinés notamment aux écoliers et universitaires, a ajouté Mme Khelfallah.



PRÉSIDENTIELLE 2019 :

INVESTITURE DE TEBBOUNE:
L'Algérie entame une nouvelle ère

L'Algérie s'apprête à inaugurer une nouvelle ère politique à la faveur de l'investiture de M. Abdelmadjid Tebboune qui prêtera serment aujourd'hui en qualité de nouveau Président de la République.

La cérémonie d'investiture se déroulera en présence des plus hautes autorités civiles et militaires du pays, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie et ce, après l'annonce, lundi dernier, par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 12 décembre 2019.

Le Président Tebboune qui a remporté cette élection avec un taux de 58,13%, prendra ses fonctions juste après la prestation de serment, conformément à l'article 89 de la Constitution qui stipule que "le Président de la République prête serment devant le peuple et en présence de toutes les hautes instances de la nation, dans la semaine qui suit son élection.

Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment". M. Tebboune qui a brigué la magistrature suprême en tant que candidat indépendant, a promis lors de sa première sortie médiatique, de concrétiser les 54 engagements contenus dans son programme électoral, à commencer par une révision "profonde" de la Constitution qui donnera naissance à "une nouvelle République". Il s'est éga-



lement engagé à amorcer "un dialogue sérieux au service de l'Algérie et seulement l'Algérie", tout en tendant la main au Hirak. M. Tebboune a affirmé, en outre, que la lutte contre la corruption se poursuivra et que "la grâce présidentielle ne touchera pas les personnes impliquées dans des affaires de corruption".

Les problèmes de la jeunesse figurent en tête de son programme, puisqu'il s'est engagé à rester à l'écoute de cette frange de la société, annonçant dans ce contexte que le nouveau gouvernement "comptera dans ses rangs des ministres jeunes".

Par ailleurs, M. Tebboune a reçu plusieurs messages de félicitations de la part de souverains et chefs d'Etat, de res-

pensables d'Organisations et de chefs de partis politiques, suite à son élection.

Il s'agit notamment du souverain du Royaume hachémite de Jordanie, Abdallah II Ibn Al-Husseïn, du président tunisien, Kaïs Saïed, le Serviteur des deux Lieux Saints de l'Islam, le Roi saoudien Salmane Ben Abdelaziz, le Roi du Bahreïn Hamed Ben Aïssa Al Khalifa, le Président palestinien, Mahmoud Abbas, le président français Emmanuel Macron, le président du Parlement arabe, Mishal Bin Fahm Al-Salami, le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, des Etats Unis d'Amérique, d'Italie, de Russie, de la Chine et de l'Espagne.

Il s'agit aussi du Président

mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, l'Emir de l'Etat du Koweït, Cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Djabir Al-Sabah, le président des Emirats Arabes Unis, Cheikh Khalifa Bin Zayed Al-Nahyan, le roi du Maroc Mohammed VI, le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du front Polisario, Brahim Ghali.

Pour rappel, Abdelmadjid Tebboune a remporté l'élection présidentielle du 12 décembre avec 58,13% des voix exprimées, devançant de loin les quatre autres candidats, en l'occurrence Abdelkader Bengrina (17,37% des voix), Ali Benflis (10,55%), Azzedine Mihoubi (7,28%) et Abdelaziz Belaid (6,67%).

PRÉSIDENTIELLE -
RÉACTIONS :
Le président élu
Abdelmadjid
Tebboune reçoit les
félicitations de
souverains et chefs
d'Etat, de
responsables
d'organisations et
de chefs de partis
politiques

Abdelmadjid Tebboune a reçu plusieurs messages de félicitations de la part de nombre de souverains et chefs d'Etat, de responsables d'organisations et de chefs de partis politiques, suite à sa victoire à l'élection présidentielle du 12 décembre.

Le Souverain du Royaume Hachémite de Jordanie, Abdallah II Ibn Al-Husseïn, a écrit dans son message de félicitations "Il me plaît de vous adresser mes sincères félicitations et mes vœux les meilleurs pour la confiance placée en vous par le peuple algérien frère, suite à votre élection à la magistrature suprême de la République algérienne démocratique et populaire".

Le Roi Abdallah II a affirmé au président de la République élu sa disponibilité "à œuvrer pour le renforcement des relations de fraternité ancrées entre les deux pays et peuples frères et à l'élargissement de la coopération à tous les domaines, soulignant sa volonté "à poursuivre la coordination et la concertation concernant les différentes questions d'intérêt commun, au mieux des intérêts des deux pays frères et au service des causes arabes".

Pour sa part, le vice-Premier ministre du Sultanat d'Oman, Fahd Ben Mahmoud Al-Saïd a exprimé à M. Abdelmadjid Tebboune "les vœux les meilleurs et les plus sincères" à l'occasion de son élection président de la République algérienne souhaitant voir les relations "étroites" entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman se développer davantage "à la faveur de l'intérêt que leur portent les directions des deux pays".

Le président de la République d'Ouzbekistan, Shavkat Mirziyoyev, a adressé également ses félicitations à M. Abdelmadjid Tebboune pour sa "brillante" victoire à cette élection, se disant convaincu que "les relations de coopérations multiformes qui existent depuis de nombreuses années entre nos deux pays amis et basées sur les principes de la confiance mutuelle et du respect, se développeront davantage pour atteindre un niveau plus élevé dans l'intérêt de nos deux peuples".

Par ailleurs, le Directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Iesco), Salim Mohamed Al-Malik, a écrit au président élu, Abdelmadjid Tebboune "Je vous souhaite le plein succès dans votre mission au service de votre grand pays, en réponse aux aspirations de votre vaillant peuple et dans le développement et la modernisation de l'Etat algérien dans tous les domaines afin qu'il puisse occuper la place qui lui sied dans le concert des nations". Auparavant le président élu avait reçu les félicitations du Groupe parlementaire du Mouvement populaire algérien (MPA) qui a affiché sa conviction en sa capacité à mener sa mission pour guider le pays vers la nouvelle République à laquelle aspire le peuple algérien, toutes franges confondues, dans le cadre de la sécurité, de la stabilité et de l'épanouissement".

De son côté, le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Abdelmadjid Tebboune estimant que "la forte participation des citoyens à cette élection concrétise leur volonté à poursuivre leur démarche pour la réalisation davantage de progrès et de développement et l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des travailleurs". Le Front de l'Algérie Nouvelle a, pour sa part, félicité M. Tebboune exprimant le vœu de voir l'Algérie sortir de sa crise et remettre sur les bonnes rails".

APS

PRÉSIDENT DU FCE :
«Le président élu doit prendre des mesures
d'urgence pour sauver les entreprises»

Le Président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohamed Samy Agli, a appelé hier le président de la République élu, M. Abdelmadjid Tebboune, à prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises algériennes "en difficulté".

"Nous tenons à féliciter le président pour son élection, il fallait avoir un Chef et on en a un. Il faut qu'on avance et qu'on aille vite sur le plan économique (...) l'économie n'attend pas, le temps c'est de l'argent, et aujourd'hui on a des décisions d'urgence à prendre", a indiqué M. Agli sur les ondes de la Radio nationale.

Le président du FCE a mis l'accent, dans ce sens, sur la gravité de la "crise économique" qui s'est installée dans la plupart des filières en Algérie notamment le BTPH, l'industrie pharmaceutique, les services, les TPE/PME.

Selon lui, 60% du tissu économique algérien est "sinistré" avec plus de 650.000 emplois perdus dans les différents secteurs d'activités. Cette situation exige "un engagement de très haut niveau, rompre

avec les pratiques du passé et écouter ce que la communauté d'affaires réclame", selon M. Agli qui a invité le président élu à porter un "message d'espoir" aux entreprises pour la préservation des postes d'emploi et le maintien du processus de création de richesse.

"Il faut aller vite. L'entreprise algérienne n'a pas les moyens d'attendre plus longtemps et de subir cette situation économique dramatique", a-t-il averti.

Dans ce sens, il a plaidé pour des actions "courageuses" destinées à réformer "profondément" l'ensemble de l'encadrement juridique de l'économie et à faciliter davantage l'acte d'investir, tout en associant les acteurs économiques dans la prise de décisions.

"Il n'est pas normal qu'on nous demande une armada d'autorisations pour pouvoir créer de la richesse.

Il n'est pas normal que le système bancaire demeure un frein pour l'économie alors que le mouvement des capitaux est de plus en plus facile à faire,

partout dans le monde", a-t-il déploré.

Qualifiant la bureaucratie de "danger d'Etat qui touche même à la souveraineté du pays", il a insisté sur l'importance de miser sur la technologie et la digitalisation. Pour le président du FCE, le plus grand défi de la prochaine période est la reprise de la confiance notamment entre les acteurs économiques et l'administration. "Il ne faut pas mettre l'ensemble des acteurs économiques dans le même sac. Parmi les entrepreneurs, il y a ceux qui ont réussi honnêtement et qui souffrent du poids de la bureaucratie".

Concernant la problématique du foncier industriel, le président du FCE a fait savoir que cette organisation patronale venait d'installer une commission ad hoc composée d'experts et de chefs d'entreprises des différentes régions du pays afin d'élaborer un "livre blanc" qui doit être remis au président de la République, sur les moyens d'assurer l'accès équitable au foncier.

Des partis politiques et des syndicats félicitent
Tebboune pour son élection

Le président élu Abdelmadjid Tebboune a reçu plusieurs messages de félicitations de nombre de partis politiques et de syndicats suite à sa victoire à la présidentielle du 12 décembre courant.

Le Groupe parlementaire du Mouvement populaire algérien (MPA) a adressé, au président élu ses félicitations, en lui souhaitant plein succès dans ses missions et à affiché sa conviction en sa capacité à les accomplir de la meilleure

façon qui soit pour guider le pays vers une nouvelle République à laquelle aspire le peuple algérien, toutes franges confondues, dans le cadre de la sécurité, de la stabilité et de l'épanouissement.

M. Lamine Osmani, président du parti "Voix du peuple" (Sawt Echaab), a fait part pour sa part de ses vœux les plus sincères à l'occasion de l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême du pays, lui souhaitant

"succès et réussite dans l'accomplissement de sa noble mission au service de l'Algérie, Etat et peuple". M. Lasmani a exprimé le soutien de son parti au président élu afin de concrétiser l'Etat de droit et bâtir une nouvelle Algérie. De son côté, le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Abdelmadjid Tebboune pour avoir mérité la confiance du

peuple algérien qui l'a placé à la tête du pays, affirmant que la participation des citoyens à ces élections "concrétise leur volonté de poursuivre leur démarche afin de réaliser davantage de progrès et d'épanouissement et d'améliorer la situation socioprofessionnelle des travailleurs". Le front de l'Algérie Nouvelle a quant à lui affiché son souhait que M. Tebboune "fasse sortir l'Algérie de sa crise en la remettant sur la bonne voie".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: Plusieurs mesures et activités pour le renforcement de l'usage de la langue anglaise (Comité sectoriel)

Le Comité sectoriel spécialisé dans le renforcement de l'usage de la langue anglaise a pris plusieurs mesures et programmé des activités à court, moyen et long termes, qui devront contribuer au développement de l'enseignement et l'usage de la langue anglaise dans les universités et les centres de formation spécialisés, d'après les recommandations contenues dans le rapport final du Comité spécialisé, publié, mardi, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, sur sa page Facebook.

S'agissant des mesures devant être appliquées à court terme, le comité sectoriel a annoncé l'application, dès la prochaine rentrée universitaire, du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) pour le cycle doctoral.

Selon le comité, une attestation de niveau B2 doit être fournie pour le parachèvement des thèses de doctorat et leur soutenance, l'obtention d'une moyenne de 12/20 en langue anglaise au Baccalauréat, l'obtention d'une note 11/20 ou plus (sans rattrapage) pour accéder au cycle Master, outre l'augmentation du volume horaire à (3) heures, dont une heure et demi (01h30) de présence physique et 1h30 à distance.

Parmi les mesures prises, poursuit le comité, il sera procédé à la création d'écoles doctorales en anglais de spécialité dans les quatre coins du pays (Est, Centre, Ouest, Sud), la relance du Comité d'intensification de la langue anglaise qui se chargera de la réflexion, du suivi pédagogique et de la conception du contenu des programmes, des objectifs de formation, de la révision des approches et méthodes d'enseignement devant être mis en place, l'élaboration d'un calendrier de réunions du comité CPND pour l'actualisation des programmes de formation (profil d'inscription, contenu, pédagogie appropriée et profil du diplôme), ainsi que la révision des statuts des centres d'enseignement intensif des langues (CEIL).

Concernant les activités programmées à moyen terme, et afin de renforcer la langue anglaise, le comité a estimé impératif de former de nouveaux enseignants (stagiaires) à travers une politique pédagogique d'accompagnement et l'organisation d'ateliers de formation au profit des enseignants en vue de les accompagner au développement et à la restructuration des formations de spécialité dispensées en Anglais ainsi qu'au développement des projets innovants dans certaines universités, tout en évaluant ces expériences afin d'en obtenir l'écho et de capitaliser ses acquis.

Le comité a également préconisé la formation des enseignants dans la stratégie d'élaboration des programmes d'apprentissage en vue de répondre aux exigences et orientations du marché d'emploi et d'encourager la création "des American corners" dans nombre des universités du pays et le renforcement de la coopération avec "le British Council" à travers des programmes de coopération et des accords entre les établissements universitaires.

Dans le même sillage, le même comité a recommandé la création d'un service d'enseignement à distance, lequel sera équipé des moyens nécessaires et aura pour mission la formation des enseignants, la conception des cours d'Anglais via Internet, la relance de la dynamique des activités culturelles et éducatives au niveau des clubs d'Anglais et la réorientation de la coopération vers les pays anglophones, en sus de la conclusion d'accords de coopération et d'échange avec les organisations internationales.

Pour ce qui est des activités programmées à long terme, le comité a relevé l'importance d'atteindre l'objectif "l'Anglais pour tous en Licence", précisant que la réalisation de cet objectif "requiert une disponibilité urgente afin de satisfaire les besoins en la matière".

Il a par ailleurs indiqué que la garantie d'un enseignement de qualité (L1, L2, L3) dans toutes les spécialités nécessitait "la formation des dizaines de milliers de milliers d'enseignants de l'Anglais", soulignant qu'il "s'agit de la seule condition nécessaire qui permettra à la langue anglaise d'occuper une place prépondérante au sein de l'université algérienne avec l'arrivée de nouveaux bacheliers bien formés en cette langue".

43^E MARCHÉ DES ÉTUDIANTS : Appel à l'instauration de l'Etat de droit et la poursuite du jugement des corrompus

Les étudiants ont battu le pavé, pour leur 43^e mardi consécutifs, à Alger et dans d'autres wilayas du pays, exprimant leur attachement à leurs revendications portant sur le changement, l'instauration de l'Etat de droit et la poursuite du jugement des corrompus.

Quelques jours après l'élection de M. Tebboune à la tête du pays, les universitaires sont sortis une nouvelle fois scander des slogans exigeant "l'instauration de l'Etat de droit" et la libération des personnes arrêtées lors des précédentes marches populaires, tout en mettant en avant le caractère pacifique de leur mouvement.

Au cours de la marche dans la capitale, qui s'est déroulée sous un dispositif sécuritaire, où des points d'accès menant vers les principales rues ont été fermés, les étudiants ont arboré l'emblème national et scandé des chants patriotiques, appelant à "la poursuite du jugement des personnes impliquées dans le détournement des deniers publics" et "la récupération des fonds détournés".

Les étudiants ont notamment sillonné les différentes artères menant à la Grande Poste et à la Place Maurice Audin, depuis la Place des Martyrs, point de départ de la marche.

Les wilayas de Tizi Ouzou, Bejaïa et Bouïra ont connu également des marches auxquelles ont pris part des étudiants, des enseignants et des syndicalistes, appelant à "la libération des personnes arrêtées".

A noter que le président élu, Abdelmadjid Tebboune avait affiché, lors de sa première sortie médiatique, son entière disponibilité à entendre un dialogue "sérieux" avec les représentants du Hirak, marquant ainsi un "véritable" pas dans la concrétisation des promesses qu'il a tenues lors de sa campagne électorale pour la "structuration du Hirak populaire et la satisfaction de toutes ses revendications".

11^E CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA CULTURE DE L'ISESCO : Rabehi plaide pour la place qui sied à la culture dans les politiques de développement

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a appelé, mardi lors des travaux de la 11^e Conférence islamique des ministres de la Culture de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), à "accorder à la culture la place qui lui sied dans les politiques de développement".

Dans une allocution à l'occasion de cette Conférence, organisée sous le thème "Pour le développement des politiques culturelles actuelles dans le monde islamique", M. Rabehi a déclaré que "les pays musulmans sont appelés, plus que jamais, à accorder à la culture la place qui lui sied dans les politiques de développement et à l'ériger en un des droits du citoyen à travers la constitutionnalisation et la consécration du principe du service public de la culture".

Soulignant, à ce propos, "la nécessité d'accompagner les créateurs, d'encourager l'investissement dans les sociétés de production et de services culturels et de libérer l'initiative visant la promotion des différentes composantes de notre culture nationale", le ministre a estimé que "la consolidation de la place de la culture dans nos sociétés est synonyme de raffermissement de notre cohésion en tant que pays musulmans et d'affirmation de son rôle dans l'approfondissement de la cohésion sociale dans les pays du monde musulman, notamment à la faveur de la coopération et de la complémentarité". Après avoir mis en avant également l'impératif de hisser les capacités de formation, de promouvoir la coopération entre nos pays qui recèlent d'importants atouts dans ce domaine et d'accompagner les jeunes créateurs pour parfaire leurs talents", M. Rabehi a expliqué que "c'est là la démarche adoptée par l'Etat algérien à travers la constitutionnalisation du droit

du citoyen à la culture, la consécration de la liberté de création, la promotion de la formation dans les métiers de la culture, l'encouragement des talents et la réunion des moyens indispensables aux créateurs et artistes pour libérer leur génie et leur talent". Saluant "le choix pertinent" du thème de cette 11^e Conférence, le ministre de la Culture par intérim a affirmé que "la préservation de notre culture dans le contexte de la mondialisation est un défi que nous devons relever, et si l'adaptation à cette modernité est inéluctable, nous devons veiller à demeurer attachés à notre religion, à nos valeurs et nos convictions ancestrales". M. Rabehi a appelé, dans ce sens, "à étudier et à valoriser notre riche patrimoine par devoir, non seulement envers nos aïeux, mais surtout envers nos successeurs", ajoutant que "la meilleure façon de mettre à profit notre passé séculaire et notre histoire honorable est d'en faire une plateforme pour l'avenir de notre jeunesse, à travers une industrie de la culture et de la création alliée à l'authenticité et modernité". "Aujourd'hui, la nation musulmane est confrontée à plusieurs difficultés, notamment dans le domaine culturel, du fait de la mondialisation éfrénée qui menace désormais notre sécurité nationale en raison de l'insuffisance de nos capacités à asseoir une industrie de la culture et de la création, forte et concurrentielle, et de la faible prise de conscience, dans plusieurs de



nos pays, de l'importance du rôle de la culture dans la création de la richesse et de l'essor de nos sociétés", a-t-il insisté.

Les peuples algérien et tunisien ont tracé une ère nouvelle puisant sa philosophie de leurs constantes nationales

Par ailleurs, le Porte-parole du gouvernement s'est adressé au président de la République tunisienne, Kais Saïed, qu'il a félicité pour son élection "brillante" par le peuple tunisien frère et à qui il a exprimé "ses profonds sentiments de reconnaissance et de gratitude pour son geste fraternel et noble envers son frère le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qu'il a été le premier à féliciter dès l'annonce des résultats du scrutin présidentiel".

Dans ce cadre, M. Rabehi a affirmé que "la nouvelle ère que les peuples tunisien et algérien ont tracé, à travers

l'élection, en toute liberté, des présidents de leurs pays respectifs puise sa philosophie des constantes nationales créées et des valeurs socio-culturelles de chacun des deux pays frères, et tire ses principes de leur foi en la communauté de leur destin".

"Partant, les deux pays vont œuvrer inlassablement au renforcement de leur coopération et de leur complémentarité au service de leurs peuples et des peuples de la région ainsi qu'en faveur de la paix et de la sécurité internationales". D'autre part, M. Rabehi a congratulé la République Tunisienne pour la réussite de la manifestation "Tunis, capitale de la culture islamique", qualifiant Tunis de "ville phare ayant marqué de son empreinte singulière l'histoire de la civilisation musulmane, à travers ses oulémas, ses juristes (spécialistes en Fiqh) et ses mosquées, tout comme Tlemcen qui a été, en 2011, capitale de la culture islamique".

SÉCURITÉ SOCIALE:

Vers l'adoption d'un programme en matière de digitalisation pour renforcer le service public (ministre)

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam, a affirmé mardi à Alger que le secteur envisageait d'adopter un programme futur en matière de digitalisation du système de la sécurité sociale pour assurer une meilleure performance de ses organismes et renforcer le service public.

Lors d'une rencontre sur la transformation digitale des organismes de la sécurité sociale, M. Haddam a indiqué que le ministère œuvrait "à tracer un programme futur sur la transformation digitale, à travers l'adoption des meilleures, voire plus récentes techniques numériques et l'encouragement de la créativité et de l'innovation pour promouvoir les missions du secteur".

A cet effet, M. Haddam a mis en avant

les efforts du ministère visant "à garantir une meilleure utilisation de la technologie de l'information" et "à optimiser" le processus de modernisation du système de la sécurité sociale, en quête d'une amélioration constante des performances et de "l'accélération du rythme du développement durable".

"La satisfaction des besoins et aspirations de la société passe essentiellement par l'utilisation des moyens technologiques pour une administration capable de s'adapter, en permanence avec son environnement et d'améliorer ses performances et services", a-t-il soutenu, estimant que la réalisation de cet objectif "exige la mobilisation des capacités humaines et matérielles et l'association de tous les acteurs au processus de modernisation".

Le ministre a souligné, en outre, l'importance d'œuvrer pour l'adaptation de la technologie avec la réalité socio-économique et aux nouvelles missions stratégiques du système de sécurité sociale, et ce "en se focalisant sur la ressource humaine qualifiée et en valorisant le travail participatif et l'intelligence collective".

M. Haddam a affirmé, dans ce sens, que le ministère s'attait "à la mise en œuvre de plusieurs programmes et initiatives lancés au titre de stratégies claires pour la vulgarisation de la technologie de l'information", ajoutant que la transformation digitale "constitue un premier jalon dans la mise en place d'une plateforme favorisant l'insertion du numérique en tant que méthode et vision, lesquelles serviront de bases lors de l'élaboration des stratégies futures".

JUSTICE/CORRUPTION/LUTTE

Le président de l'APC de Tébessa sous contrôle judiciaire pour corruption (source judiciaire)

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tébessa a été placé sous contrôle judiciaire pour des affaires de corruption en rapport à la passation de marchés de gré à gré, apprend-on mardi de source judiciaire.

Le juge instructeur près le tribunal de Bir El Ater (Sud de Tébessa) après avoir entendu 33 élus de la même assemblée a ordonné, tard dans la nuit

de lundi à mardi, de placer le président de l'APC de Tébessa sous contrôle judiciaire, de saisir son passeport avec interdiction de quitter le territoire national, a ajouté la même source. Le président de l'APC est mis en cause dans des affaires de corruption liées "à la violation du code des marchés publics" et "la passation de marchés de gré à gré avec une société publique nationale"

chargée de l'embellissement de l'entrée Sud du chef-lieu de wilaya par des palmiers.

Le procureur de la République avait requis, dans la même affaire, de placer sous mandat de dépôt 19 autres personnes, mais le juge instructeur a décidé de mettre le président de l'APC sous contrôle judiciaire et de relaxer les autres membres de l'assemblée avec la possibilité de les convo-

quer à tout moment pour les besoins de l'enquête, est-il indiqué. La brigade d'enquête de la gendarmerie nationale avait ouvert une enquête sur le marché d'embellissement de l'entrée Sud de la ville de Tébessa en mars dernier après une plainte déposée par des citoyens pour "dépense de deniers publics" et "violation du code des marchés publics".

ALGÉRIE: Plus de 57% des échanges commerciaux durant les 9 premiers mois 2019 effectués avec l'Europe (Douanes)

L'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie durant les neuf premiers mois de 2019, s'est effectué avec l'Europe, soit 57,33% de la valeur globale des échanges, a-t-on appris auprès de la direction générale des Douanes (DGD).

De janvier à septembre derniers, les échanges entre l'Algérie et les pays européens ont atteint 34,19 milliards de dollars (mds usd), contre 38,13 mds usd pendant la même période de 2018, en baisse de -10,33%, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD).

Les pays d'Europe demeurent ainsi les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 62,54% des exportations algériennes et 52,96% de ses importations proviennent de cette région du monde, dont les pays de l'Union Européenne (UE).

En effet, les exportations algériennes vers les pays européens ont atteint durant les neuf mois de l'année en cours, près de 17,02 mds usd, contre 19,41 mds usd, durant la même période de 2018, enregistrant ainsi une baisse de (-12,34%).

De son côté, l'Algérie a importé des pays d'Europe pour 17,17 mds usd, au cours des neuf mois 2019, contre près de 18,72 mds usd à la même période de 2018, soit une baisse de -8,25%.

La France, l'Italie, l'Espagne et la Grande Bretagne restent les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe, a précisé la même source.

Les pays d'Asie occupent, pour leur part, la seconde position dans les échanges commerciaux de l'Algérie, avec une part de 24,46% de la valeur globale, pour atteindre un montant de 14,58 mds usd, contre 14,17 mds usd, enregistrant une légère hausse de 2,92%.

En effet, les pays d'Asie ont acheté des produits algériens pour un montant de 4,91 mds usd, contre 4,55 mds usd à la même période de comparaison, enregistrant ainsi une augmentation de 7,89%.

Les importations algériennes de l'Asie ont pratiquement stagné, les neuf mois 2019, pour atteindre



une valeur de 9,67 mds usd, par rapport à la même période de comparaison 2018.

La Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Corée sont les principaux pays partenaires de l'Algérie dans cette région du monde, selon les données des Douanes.

Par ailleurs, les pays d'Amérique ont occupé la troisième place avec une part de 12,50% de la valeur globale des échanges commerciaux avec l'Algérie, pour totaliser un montant de 7,45 mds usd les neuf mois 2019 contre près de 9,86 mds usd, à la même période en 2018, en baisse de 24,40%.

Les exportations algériennes vers les pays d'Amérique ont baissé de 39,33%, totalisant 3,21 mds usd, contre 5,29 mds usd.

Pour sa part, l'Algérie a acheté de cette région pour une valeur de 4,24 mds usd, contre 4,56 mds usd, également en baisse de -7,10%, détaillent les données statistiques des Douanes.

Les principaux partenaires de l'Algérie de cette région d'Amérique sont : l'Argentine, les Etats unis d'Amérique et le Brésil.

Algérie-Afrique: hausse de 4% des échanges commerciaux

Par ailleurs, la DEPDA a révélé que les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays d'Afrique ont connu une amélioration de 4,02%, pour atteindre près de 2,66 mds usd, sur les neuf mois 2019, contre 2,55 mds usd à la même période de 2018. Les pays africains dont les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ont acheté des produits algériens pour un montant de 1,68 mds usd, contre près de 1,63 mds usd, en hausse de 3,39%.

L'Algérie a importé de cette région pour une valeur de 974,87 millions usd, contre 927,30 millions usd, soit une augmentation de 5,13%. Les principaux partenaires du pays durant cette période sont l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la région d'Océanie ont connu une évolution de +28%, passant de 583,92 millions usd à 747,40 millions usd. En effet, l'Algérie a exporté vers l'Océanie pour un montant de 385,94 millions usd, contre 184,70

millions usd, en hausse de 108,96% et a importé de cette région pour 361,46 millions usd, contre 399,22 millions usd, en baisse de 9,46%.

L'Australie et la Nouvelle Zélande sont les principaux partenaires de la région d'Océanie de l'Algérie.

Le total général des échanges globaux de l'Algérie avec les différentes zones géographiques durant les neuf mois 2019 a atteint près de 59,64 mds usd, contre près de 65,31 mds usd, à la même période en 2018, en baisse de 8,68%. En général, les cinq principaux clients de l'Algérie, durant la période de référence, sont : la France, l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis et la Grande Bretagne. Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la Chine, la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Durant les neuf premiers mois de 2019, les exportations de l'Algérie ont totalisé près de 27,21 mds usd, en baisse de 12,43%, alors que les importations ont atteint près de 32,43 mds usd, en baisse, également, de 5,27%, rappelle-t-on.

FINANCES

Les services fiscaux ouverts au public du dimanche au jeudi

Les différents services fiscaux de la Direction générale des Impôts (DGI) sont ouverts au public, depuis le 15 décembre en cours, tous les jours du dimanche au jeudi entre 9h et 13h, a indiqué mardi le communiqué du ministère des Finances. Ces nouveaux horaires de réception du public, précise la même source, concernent les différents services fiscaux de la DGI, à savoir, la Direction des grandes entreprises, les directions régionales des impôts et celles des impôts de wilaya, les centres des impôts et ceux de proximité ainsi que les inspections et recettes des impôts.

Selon le communiqué, cette nouvelle disposition entre dans le cadre de la mise en oeuvre des orientations du gouvernement destinées à la réactivation de l'appareil fiscal et à sa modernisation en vue de l'optimisation du recouvrement fiscal. Il s'agit également, poursuit le document, de l'amélioration de la prestation afférente au recouvrement fiscal, notamment dans son volet relatif au rétablissement et au renforcement de la confiance entre le citoyen et l'Etat.

"L'aménagement de la plage horaire dédiée à la réception du public, qui est une attente forte des contribuables, s'inscrivant dans le cadre de l'amélioration des relations entre l'administration fiscale et les usagers, est de nature à renforcer l'efficacité opérationnelle de la dite administration", note le ministère.

DÉVELOPPEMENT RURAL:

Le GGR et l'ONEA signent une convention de coopération

Le Groupe de génie rural (GGR) a signé, mardi à Alger, une convention de partenariat avec l'organisation nationale des entreprises et de l'artisanat (ONEA) dans l'objectif d'associer 1600 petites et moyennes entreprises dans les projets de développement rural et de désenclavement des régions éloignées.

Présidant la cérémonie de signature, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Agrif Oumari a indiqué que ce partenariat intervenait dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Gouvernement pour promouvoir le développement dans les régions rurales, montagneuses, steppeiques et du Sud.

Ces projets mettront d'appuyer les programmes de développement rural et offriront l'opportunité aux PME, start-ups et les entreprises créées dans le cadre du soutien de l'Etat, de contribuer au développement dans le cadre du programme du GCR.

Outre leur impact positif sur le développement dans les régions rurales en terme de construction des chemins ruraux et routes et de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'électricité, ces projets contribuent aussi, poursuit le ministre, à la création d'opportunités d'emploi aux jeunes des ces régions éloignées.

Rappelant que l'Etat avait construit 25.000 km de chemins ruraux, le ministre a annoncé que ce chiffre qui demeure insuffisant, sera doublé à l'avenir pour améliorer le niveau de vie des habitants de ces régions, mettant en avant le rôle pionnier du GGR dans ces régions.

Pour sa part, le président de l'ONEA, Mustapha Robaine a affirmé que la convention signée avec le groupe GGR relevant du ministère de l'Agriculture donnera un nouveau souffle à des entreprises qui étaient au bord de la faillite.

L'ONEA regroupe aujourd'hui 160.000 PME dont 1600 bénéficieront, dans le cadre de cette convention, de projets de génie rural à travers les 48 wilayas.

COMPLEXE GNL DE SKIKDA:

Arrêt provisoire pour travaux de maintenance et de révision

Le complexe de liquéfaction du gaz naturel (GNL) de Skikda marquera un arrêt de deux (02) mois afin de procéder aux travaux de maintenance, a annoncé la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach dans un communiqué. "Sonatrach a lancé des travaux de maintenance et de révision du méga train du complexe GNL de Skikda. Ces révisions approfondies, programmées conformément aux exigences de la réglementation régissant l'industrie pétrolière, nécessitent un arrêt de deux (02) mois pour la préparation, la mise en sécurité des installations et la réalisation des divers travaux", explique la même source. Lire aussi: Centre d'enfûtage de Skikda: exportation du gaz butane vers la Tunisie, prochainement La compagnie rassure, toutefois, que durant cette période d'arrêt, toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer l'approvisionnement en gaz butane et propane du marché local. Quant au marché extérieur, il sera pris en charge par les complexes GNL et de séparation des GPL d'Arzew, note encore Sonatrach.

APS

ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS DES BANQUES PUBLIQUES : Le ministère des Finances fixe les critères de sélection

Le ministère des Finances a fixé les termes de référence pour le choix des dix huit (18) administrateurs indépendants devant siéger dans les conseils d'Administration des six banques publiques que compte le pays, à raison de trois administrateurs par banque, a appris L'ÉAPS auprès de ce département.

L'Éavis d'Appel à candidature, lancé mardi par le ministère pour la sélection de ces administrateurs indépendants, fixe trois types de conditions à remplir par les postulants.

Il s'agit de conditions légales, de conditions se rapportant aux conflits d'intérêts et de conditions liées à la compétence, selon le document portant les termes de référence relatives à cette sélection.

Pour ce qui est des conditions liées à la compétence, le candidat doit posséder les qualifications, les compétences et l'expertise dans les domaines stratégiques, financiers et opérationnels de la banque, lui permettant d'accomplir convenablement sa mission.

Il doit, à cet égard, avoir une compréhension appropriée des différents types d'activités financières importantes de la banque et une bonne capacité d'analyse.

Il doit également être satisfait aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité et d'honnêteté requises, en vertu des dispositions légales en vigueur, afin de conférer aux décisions du Conseil la crédibilité et l'objectivité requises, précise le même document.

Concernant les conditions se rapportant aux conflits d'intérêts, le candidat ne doit pas être administrateur, directeur général, gérant ou salarié d'une société ayant des liens avec les banques auxquelles il postule.

Il ne doit pas avoir de contrats de prestation conclus directement par lui-même ou par

une personne interposée avec la/les banques auxquelles il postule et ne doit pas agir pour le compte de client, fournisseur ou prestataire de services ayant des liens significatifs avec ces mêmes banques.

Le candidat ne peut pas faire partie des salariés de la banque pour laquelle il veut postuler ou faire partie du conseil d'administration d'une autre banque.

Le postulant ne peut pas être, non plus, dirigeant d'un parti politique à l'échelle nationale, régionale ou locale et ne doit pas être affilié à une organisation à but non-lucratif qui reçoit des fonds importants de la part de la (ou les) banque choisies.

Quant aux conditions légales, le candidat doit être obligatoirement une personne physique de nationalité algérienne, qui ne soit pas condamnée à des peines assorties d'une interdiction d'exercer les charges publiques ou pour crime ou délit portant atteinte aux bonnes mœurs, à l'ordre public ou aux lois régissant les sociétés. Il ne doit pas non plus être interdit ou dans l'incapacité d'exercer le commerce ou fait l'objet d'un jugement définitif de faillite.

Le candidat ne peut pas être gérant de société déclarée en faillite ou condamné pénalement pour banqueroute ou fait l'objet d'une condamnation pour faux en écriture, pour vol, abus de confiance, escroquerie, ex-



torsion de fonds ou valeurs d'autrui, soustractions commise par dépositaire public ou émission de chèque sans provisions.

Il ne doit pas être en situation irrégulière vis-à-vis de l'Administration fiscale et des organismes de sécurité sociale ou interdit d'exercer la fonction de membre de conseil d'administration. Le postulant à ce poste doit être exclu des interdictions édictées par l'article 80 de l'Ordonnance relative à la monnaie et du crédit et ne doit pas appartenir simultanément à plus de cinq (5) conseils d'administration de sociétés par actions ayant leur siège en Algérie.

Tout fonctionnaire au ministère des Finances au cours des cinq (5) dernières années est exclu de la candidature au poste d'administrateur indépendant au sein des banques publiques.

L'Algérie compte six banques publiques que sont la BNA, la BEA, la BADR, la BDL, le CPA et la CNEP-banque.

MARCHÉS/CHANGES:

La livre sterling en baisse face à l'euro et au dollar

La devise britannique continuait à perdre du terrain mercredi face à l'euro et au dollar, au lendemain d'une séance de forte baisse face aux deux monnaies, suite au retour des craintes d'un Brexit dur.

Vers 10H25 GMT, (11H25 à Alger) la livre sterling valait 84,97 pence pour un euro, en baisse de 0,07% et perdait 0,22% face au billet vert, à 1,3102 dollar. "Boris Johnson a mis un terme à la fête alors qu'elle venait juste de commencer" en décidant de "faire monter la température dans les négociations commerciales avec l'Union européenne en écartant la possible extension de la période de transition après 2020", a ironisé Josh Mahony, analyste chez IG.

Une situation qui "fait pression" sur la livre, selon Lee Hardman et Fritz Louw, de MUFG, entraînant une "correction" après la hausse qui a immédiatement suivi l'annonce des résultats jeudi dernier. La devise britannique s'était alors envolée aux alentours des 2% face à l'euro et au dollar. Elle est depuis retombée à ses niveaux du début de la semaine dernière, perdant notamment mardi en l'espace d'une séance plus de 1,5% face aux deux monnaies.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a mis la pression sur Bruxelles mardi pour conclure au plus vite un accord commercial post-Brexit, avant la fin 2020, faisant resurgir les craintes d'une sortie sans accord dommageable à l'économie britannique si la complexe négociation d'un traité de libre-échange n'est pas achevée à cette échéance.

Mercredi, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a estimé de son côté que l'absence d'accord (ou "no deal") sur la future relation entre l'Union européenne et Londres aurait "plus d'impact sur le Royaume-Uni" que sur les Européens.

Par ailleurs, l'inflation au Royaume-Uni est restée stable à 1,5% en novembre comparé à octobre, un plus bas depuis fin 2016.

Cela donne, selon les analystes, de la marge de manœuvre à la Banque d'Angleterre pour baisser ses taux directeurs afin de soutenir l'économie britannique. Par ailleurs, le dollar se reprenait un peu face à l'euro vers 10H25 GMT, gagnant 0,15% face à la devise européenne, à 1,1133 dollar pour un euro.

BÉNIN - FMI:

Le FMI octroie 22 millions de dollars pour soutenir le développement économique du Bénin

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de débloquer environ 22 millions de dollars pour soutenir le développement économique du Bénin, indique mercredi un communiqué de l'institution financière mondiale.

Son conseil d'administration "a achevé vendredi dernier la 5e revue de l'accord triennal avec le Bénin dans le temps.

L'achèvement de l'examen de ce programme permet un décaissement d'environ 22 millions de dollars (...), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 132,2 millions de dollars", a ajouté la même source. Cet accord triennal d'un montant d'environ 154,2 millions de dollars avait été approuvé en avril 2017 en vue de soutenir le programme de réforme économique et financière du pays, se concentrant sur l'élévation du niveau de vie et la préservation de la stabilité macroéconomique. Le FMI s'est dit d'ailleurs satisfait de la mise en œuvre du programme. Ainsi, "tous les critères de performance quantitatifs de fin juin 2019 et le repère structurel de septembre 2019 ont été respectés", se félicite-t-il. "Les politiques macroéconomiques et structurelles définies par les autorités sont suffisantes pour poursuivre les objectifs du programme et les risques pour la mise en œuvre du programme sont jugés gérables. La performance économique du Bénin reste solide malgré un environnement extérieur moins favorable et la fermeture de la frontière avec le Nigeria", observe-t-il.

PÉTROLE:

Le panier de l'Opep progresse à 67,48 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 67,48 dollars, selon les données de l'Organisation publiées mercredi sur son site web.

L'ORB a débuté la semaine en cours à 67,22 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Mardi, les prix de l'or noir ont terminé en forte hausse.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février s'est apprécié de 76 cents, ou 1,2%, pour finir à 66,10 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour janvier a gagné 73 cents, ou 1,2%, pour clôturer à 60,94 dollars.

Cette progression des cours restent le fruit la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires portant une baisse supplémentaire de 500.000 baril/jour de leur production.

La réduction globale de la production de l'Organisation et de ses alliés atteindra, ainsi, 1,7 millions de barils/jour. Cet ajustement entrera en vigueur à partir



du 1er janvier 2020.

Une nouvelle réunion de l'Organisation et ses alliés est attendue pour le 6 mars prochain à Vienne, sachant que l'accord de limitation de la production s'achève le 31 mars 2020.

Cette réunion sera précédée par la tenue à Vienne de 18e réunion du Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-Non opep (JMMC) composé de

sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Kazakhstan).

Par ailleurs, les prix de pétrole restent toujours soutenus par l'espoir de voir la demande en énergie dopée par l'accord commercial conclu la semaine dernière entre les Etats-Unis et la Chine.

BAD - TUNISIE:

La BAD signe deux accords de financement pour un montant de 238 millions d'euros

Deux accords de garantie de financement ont été signés, mardi à Tunis, entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement (BAD) pour un montant global de 238 millions d'euros, soit environ 753 millions de dinars tunisiens dans trois domaines phares à savoir l'électricité, le développement économique et les PME (petites et moyennes entreprises).

Les deux accords ont été signés par le ministre tunisien des Finances et ministre par intérim du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Ridha Chalghoum et Yacine Fall, sous-directrice générale du bureau nord-africain de la BAD. La première ligne de financement, d'un montant de 138 millions d'euros, sera injectée dans un projet de transport d'électricité, qui vise à renforcer le réseau national de transport d'élec-

tricité en Tunisie, programmé dans le 13e plan quinquennal de développement afin de couvrir la demande croissante en énergie électrique et contribuer au développement économique et social en plus de contribuer à mieux intégrer les énergies renouvelables et améliorer les services.

D'après une source au cabinet du ministre tunisien du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, ce projet se compose d'un certain nombre d'éléments, tels que le développement des infrastructures électriques et l'installation de lignes électriques aériennes et souterraines à haute tension outre le développement de systèmes de contrôle et de communication. A noter que le coût total estimé de ce projet est de l'ordre de 992 millions de dinars, la Banque africaine de développement y contribuera à hauteur de 436

millions de dinars (138 millions d'euros) en plus d'une contribution de la Banque Islamique de Développement alors que le reste est autofinancé par la Société tunisienne d'Electricité et de Gaz (STEG). Pour ce premier financement, la BAD a déjà accordé des avantages préférentiels en faveur de la Tunisie dont un taux d'intérêt de 0,34% et une période de remboursement de 20 ans, dont 5 années de grâce, sachant que le projet sera achevé pendant la période 2020-2024.

Quant à la deuxième ligne de financement, dont la valeur est de 100 millions d'euros, elle sera allouée au profit de la Banque de l'Habitat (BH), principale banque tunisienne spécialisée dans le logement et l'habitat) afin de soutenir et de financer les PME.

Ce second financement offrira aux entreprises tunisiennes des opportunités et

des capacités pour faire progresser leurs potentiels de production et activer leur rôle dans les domaines économiques prioritaires de nature à contribuer dans le renforcement de leur compétitivité mais aussi pour améliorer la croissance du pays et les capacités de l'employabilité. De même, ce financement bénéficie de conditions avantageuses, à savoir un taux d'intérêt de l'ordre de 0,36% et une période de remboursement de dix ans, dont trois années de grâce. En marge de la cérémonie de signature, Yacine Fall a réitéré la volonté de la Banque africaine de développement de poursuivre et renforcer son appui à la Tunisie et l'accompagner dans la concrétisation de ses programmes et projets de développement prioritaires, capables de stimuler la croissance et de créer de plus grandes opportunités de progrès social.

VIETNAM - AVIATION:

Une commande vietnamienne de 200 Boeing 737 MAX tombe à l'eau

La compagnie aérienne vietnamienne low-cost, Vietjet pourrait ne pas obtenir ses 200 avions de ligne Boeing 737 MAX l'année prochaine après que le constructeur américain a décidé de suspendre la production de l'avion.

Les dirigeants de Boeing ont soumis cette option à l'assemblée générale des actionnaires tenue le 15 décembre à Chicago. En conséquence, le constructeur a demandé aux actionnaires de réduire ou d'arrêter complètement la production de ses 737 MAX en raison de l'énorme impact des deux crashes qui ont fait 346 morts. En effet, après la mort de 157 personnes lors du crash d'Ethiopian Airlines en février et de 189 autres lors d'un crash du Lion Air en Indonésie en

octobre de l'année dernière, l'avion est soumis à une interdiction mondiale depuis mars. En avril, Boeing a réduit un cinquième de la production à 42 jets par mois, ce qui a causé des milliards de dollars de pertes. Le constructeur américain souhaitait porter le nombre à 57 par mois l'année prochaine, cependant, en raison de la pression des tragédies et de la Federal Aviation Administration (FAA), l'arrêt de la production des 737 MAX était inévitable. En conséquence, Boeing perdra des milliards de dollars d'ici 2020. La FAA a indiqué vouloir sanctionner le constructeur aéronautique américain pour 3,9 millions de dollars pour ne pas avoir interrompu le montage de 130 Boeing 737. L'autorité a également

déclaré que Boeing n'avait pas supervisé pleinement ses fournisseurs pour garantir le respect des normes de qualité. De plus, Boeing a présenté sa demande de licence d'exploitation de l'avion à la FAA tout en sachant très bien que les avions avaient échoué aux tests de durabilité auparavant. La compagnie vietnamienne Vietjet envisage de retirer sa commande de 20 milliards de dollars pour les Boeing 737 MAX, a indiqué un responsable de la compagnie aérienne, ajoutant que Vietjet va décider de l'exploitation commerciale de l'appareil après avoir reçu la conclusion officielle et les directives des autorités aéronautiques mondiales ainsi que de l'Autorité de l'aviation civile du Vietnam.

VIETNAM - USA - ACIER: Les Etats-Unis imposent des droits de 456% sur les produits sidérurgiques vietnamiens

Le département américain du Commerce a imposé des droits de 456% sur certains produits sidérurgiques importés du Vietnam.

Les droits ont été imposés sur les produits sidérurgiques fabriqués en Corée du Sud et à Taïwan, expédiés au Vietnam pour une transformation mineure, puis exportés aux Etats-Unis, a indiqué le département américain du Commerce (DOC) dans un communiqué, relayé mercredi par la presse locale.

Le DOC a indiqué avoir découvert des produits en acier résistant à la corrosion (CORE) et de l'acier laminé à froid (CRS) fabriqués au Vietnam à l'aide de substrats d'origine sud-coréenne ou taïwanaise, qui contournaient les droits antidumping et anti-subsventions américains.

La décision était en partie basée sur la forte croissance des exportations d'acier en provenance du Vietnam après que les fournisseurs taïwanais et sud-coréens ont été frappés de droits préliminaires élevés sur leurs produits.

Les exportations de produits sidérurgiques CORE du Vietnam vers les Etats-Unis ont augmenté de 4,353%, passant de 23 millions de dollars entre avril 2012 et décembre 2015 à 1,1 milliard de dollars de janvier 2016 à septembre 2019, au moment où des droits ont été imposés sur les produits sud-coréens et taïwanais, a précisé la même



source. Les expéditions d'acier CRS du Vietnam vers les Etats-Unis ont augmenté de 922%, passant de 49 millions de dollars entre janvier 2013 et février 2016, lorsque les droits préliminaires ont commencé à s'appliquer aux produits CRS des deux pays, à 498 millions de dollars entre mars 2016 et avril 2019.

Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis imposent des droits sur

l'acier vietnamien contenant un substrat étranger.

En 2017, le département américain du Commerce a appliqué des taux antidumping allant jusqu'à 199,43% sur les produits en acier galvanisé vietnamiens qui avaient été transformés à partir d'acier laminé chinois, et des taux allant jusqu'à 265,79% sur l'acier CRS dont l'origine provenait de Chine.

PORTUGAL:

Le Portugal abaisse sa prévision de croissance pour 2020, à 1,9%

Le Portugal devrait connaître l'an prochain une croissance économique de 1,9%, comme cette année, selon le projet de budget pour 2020 présenté mardi par le ministre des Finances Mario Centeno, qui a ainsi revu cette prévision en à une légère baisse.

La Banque du Portugal plus prudente que le gouvernement a publié le même jour une prévision de croissance de 1,7%.

Dans l'ébauche du projet de loi de Finances envoyée à Bruxelles à la mi-octobre, le gouvernement socialiste

tablait pour 2020 sur une hausse du PIB de 2%.

Après une croissance de 3,5% en 2017 et de 2,4% en 2018, l'économie portugaise devrait croître l'année prochaine à un rythme plus soutenu que la moyenne de la zone euro "pour la cinquième année consécutive", ce qui représente "un exploit inédit" depuis la création de la monnaie unique, a fait valoir M. Centeno. Le projet de budget pour 2020, qui sera soumis à un premier vote du Parlement le 10 janvier, prévoit par ailleurs un excédent

budgétaire de 0,2% du PIB, contre un déficit de 0,1% en 2019. Si ce surplus est effectivement atteint, ce sera le premier depuis l'avènement de la démocratie en 1974.

La dette publique, qui pesait 131,2% du PIB en 2015, devrait se réduire à 116,2% fin 2020. Le taux de chômage devrait continuer à baisser, à 6,1% en 2020 contre 6,4% cette année.

De son côté, la Banque du Portugal a revu mardi en légère hausse sa prévision de croissance pour 2020 et table sur une augmentation du PIB de 1,7%, en ligne avec

les attentes de la Commission européenne.

Pour 2021 et 2022, la Banque centrale anticipe une croissance annuelle de 1,6%, mettant en avant une conjoncture extérieure "moins favorable" à l'économie portugaise et à ses exportations.

Le gouvernement prévoit une légère hausse des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite mais aussi l'augmentation de certains impôts et table sur une hausse des recettes (+4,1%) plus importante que celle des dépenses (+3,3%).

USA:

La production industrielle augmente plus que prévu à +1,1% en novembre

La production industrielle aux Etats-Unis a augmenté plus que prévu au mois de novembre, avec le retour sur les chaînes de montage des employés de General Motors après une longue grève de cinq semaines.

La production industrielle a augmenté de 1,1% -la plus forte hausse depuis mai 2010- là où les analystes tablaient sur seulement 0,8% de hausse, selon les chiffres publiés mardi par la banque centrale américaine.

En octobre, la production industrielle avait chuté de 0,9%.

Le secteur manufacturier a affiché la plus importante

progression depuis février 2018 (+1,1%). "Ces fortes hausses au mois de novembre sont largement dues au rebond" dans la production du secteur automobile.

La production dans l'industrie automobile a bondi de 12,4% le mois dernier.

En ne tenant pas compte du secteur automobile, la production industrielle a quand même affiché une progression de 0,5%, tandis que la partie manufacturière a progressé de 0,3%, alors qu'elle avait affiché un recul sur sept mois de cette année.

Sur un an, en revanche le tableau reste plus gris avec une baisse de 0,8%.

ARGENTINE - CHANGES: L'Argentine taxe à hauteur de 30% l'achat de devises étrangères

Le gouvernement argentin du nouveau président de centre gauche Alberto Fernandez a envoyé mardi au Parlement une série de mesures d'urgence économique, dont la taxation à hauteur de 30% de l'achat de devises étrangères.

Le ministre de l'Economie, Martin Guzman, a également annoncé lors d'une conférence de presse que les tarifs des services publics seraient gelés durant six mois. Ces mesures entreraient en vigueur dès le vote du Parlement, a précisé Martin Guzman.

Arrivé au pouvoir le 10 décembre, le péroniste Alberto Fernandez a promis de "remettre l'Argentine sur pied" après plus d'un an de récession.

Dans ce contexte de crise, marqué par une inflation galopante et un taux de pauvreté proche de 40%, le nouveau président argentin avait déjà augmenté en fin de semaine dernière les taxes à l'exportation de soja et de céréales, une mesure "urgente" pour faire face à la "grave situation" des finances publiques du pays.

Le secteur agricole est le seul à afficher une forte croissance (46% au deuxième trimestre), selon l'Institut national de la statistique.

ROYAUME-UNI: L'inflation stable à 1,5% en novembre



L'inflation au Royaume-Uni est restée stable à 1,5% en novembre comparé à octobre, au plus bas depuis fin 2016, a indiqué mercredi le Bureau national des statistiques (ONS) dans un communiqué.

Les services de distribution d'eau, électricité, gaz et les carburants ont été les principaux facteurs de hausse des prix, tout comme l'alimentation, le divertissement, tandis que le tabac a été un facteur de ralentissement, précise l'ONS.

"Les chiffres de l'inflation pour novembre soutiennent notre position que le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre va garder ses taux d'intérêt inchangés en 2020", estiment les analystes de la maison de recherche Capital Economics.

Howard Archer, économiste du cabinet EY, remarque que les analystes prévoyaient en moyenne un recul du taux d'inflation à 1,4% à mais qu'à 1,5% "c'est encore une bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des consommateurs" qui n'est pas trop grignoté par la hausse des prix, et donne "de la marge à la Banque d'Angleterre pour baisser les taux si l'économie reste en difficulté".

JAPON: Les exportations poursuivaient leur baisse en novembre



Les exportations japonaises ont connu en novembre un déclin pour un douzième mois consécutif, sous l'effet du ralentissement des livraisons vers la Chine et les Etats-Unis, ce qui alimente les craintes d'une contraction de l'économie nipponne - dépendante des exportations - au quatrième trimestre.

D'après les statistiques officielles communiquées mercredi, les exportations du Japon ont chuté le mois dernier de 7,9% en rythme annuel, un déclin toutefois moins important que ne l'anticipait en moyenne les analystes (-8,6%).

Il s'agit de la plus longue période de contraction des exportations depuis celle de 14 mois qui a pris fin en novembre 2016, alors que les livraisons d'automobiles vers les Etats-Unis et de produits chimiques vers la Chine ont reculé.

L'économie japonaise a progressé au troisième trimestre à un rythme nettement plus important qu'attendu, selon des données publiées la semaine dernière, du fait du rebond de l'investissement et de la résistance de la consommation privée. Mais les inquiétudes demeurent sur l'essoufflement de l'économie nipponne alors que le gouvernement a relevé en octobre la TVA et affecté ainsi la confiance des entreprises et des ménages. La troisième puissance économique mondiale subit de plein fouet les effets des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, ses deux principaux marchés à l'exportation. D'après les statistiques du ministère japonais des Finances, les livraisons à destination de la Chine ont reculé en novembre de 5,4% en rythme annuel, soit un neuvième mois consécutif de déclin. Les exportations vers les Etats-Unis ont diminué pour un quatrième mois consécutif, chutant le mois dernier de 12,9% en rythme annuel. Les importations du Japon ont décliné de 15,7% en rythme annuel, soit leur plus important recul depuis octobre 2016, alors que le consensus donnait une diminution de 12,7%.

EL-OUED: Prévision de récolte de 1,5 million de quintaux de tomates de fin de saison

Une récolte prévisionnelle estimée à plus de 1,5 million de quintaux de tomate de fin de saison est attendue pour la saison agricole actuelle (2019/2020) à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris auprès de la Chambre locale de l'Agriculture.

Cette production prévisionnelle est attendue sur une superficie cultivée de 3.500 hectares, en hausse de plus de 70% par rapport à la saison agricole précédente au vu des résultats «encourageants» enregistrés, a indiqué le président de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya, Bekkar Ghemmam Hamed.

La culture de la tomate de plein champ est menée notamment dans les communes de Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui et Reguiba, des communes au fort potentiel agricole favorable à la culture de ce légume de large consommation.

Une grande partie, soit quelque 70 % de la production de la wilaya, est produite au niveau des exploitations agricoles de Magrane, une commune qui dispose aussi d'un marché national de commercialisation de la tomate.

La wilaya d'El-Oued, réputée pour la culture de la tomate de plein champ dont la récolte s'étale de début décembre à fin février et s'accapare en cette période 90% de la production nationale, est connue aussi pour sa production d'autres variétés de tomates destinées à la consommation et à la transformation, avec un rendement moyen avoisinant les 400 quintaux à l'hectare, selon la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE À SOUK AHRAS : Réception début 2020 d'un institut spécialisé à M'daourouch

Le secteur de la formation professionnelle de la wilaya de Souk Ahras sera renforcé «au début de l'année 2020» par la réception et l'entrée en service d'un institut national spécialisé en agriculture et industries agroalimentaires, dans la commune de M'daourouch, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Cette infrastructure de formation professionnelle est dotée de 12 classes, de 7 ateliers et 1 laboratoire, d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques et d'un internat de 120 lits en plus d'un réfectoire distribuant 200 repas/jour, a précisé le chef du service des établissements de formation et d'enseignement professionnels Brahim Hadji.

La réception de cet institut permettra d'assurer la prise en charge des demandeurs de formation dans le domaine agricole notamment de la région Sud de cette wilaya connue par sa production céréalière et la formation dans de nombreuses autres filières agricoles, entre autres l'élevage des petits animaux, la santé animale, la culture des plantes médicinales ainsi que les grandes cultures, a ajouté le responsable. Ces spécialités permettront d'être au diapason des développements modernes dans le domaine de la formation professionnelle et de couvrir les besoins du marché en main-d'œuvre qualifiée, a affirmé la même source.

Une fois entrée en exploitation, cette infrastructure est destinée à la prise en charge des étudiants de troisième année secondaire, désireux de bénéficier d'une attestation de technicien supérieur de niveau 5, a ajouté M. Hadji. Ce nouvel acquis s'ajoute à 2 autres instituts nationaux spécialisés, répartis sur le chef-lieu de wilaya, le premier réservé aux industries agroalimentaires, le second est implanté à Sedrata, spécialisé dans la construction et les travaux publics, a détaillé le même responsable.

Des travaux sont en cours et avancent à un rythme «accélééré» pour la réalisation dans la ville de Souk Ahras d'un quatrième institut national spécialisé dans les domaines du tourisme et des eaux, d'une capacité de 300 places, a-t-il fait savoir.

Il est à rappeler que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Souk Ahras dispose actuellement de 18 établissements, de 3 instituts nationaux spécialisés, 16 centres de formation et 2 annexes implantés dans les communes de Khedara et d'Oued Keberit d'une capacité théorique globale de 4.325 places pédagogiques en plus de 250 autres places réparties sur 2 établissements privés de formation agréés.

CUEILLETTE DES OLIVES À BOUIRA: La convivialité et l'entraide animent les champs

Une ambiance de convivialité et d'entraide anime depuis quelques jours les champs oléicoles à la faveur du début de la cueillette des olives lancée à travers les différentes régions de la wilaya de Bouira, a-t-on constaté.

Dans un climat de joie et sous un soleil clément, les familles bourries notamment celles des zones rurales sont sorties depuis quelques jours dans les champs pour cueillir leurs olives avant l'arrivée des intempéries.

Ainsi, les filets de ramassage des olives de toute couleur ont permis aux champs de reprendre les couleurs de la saison.

Dans les oliveraies, une ambiance particulière de convivialité et d'entraide marque la campagne sous le bruit et les cris des enfants accompagnant chaque jour leurs familles.

Dans la partie Est de la wilaya, la campagne de la cueillette des olives a déjà démarré depuis plus d'une semaine. Les familles des paysans profitant du soleil dominant, ont repris le chemin des vergers oléicoles en mobilisant les outils indispensables à la conquête des oliveraies, dont échelles, bâches, scies, ciseaux et peignes. «La cueillette des olives dans notre région est une activité économique ancestrale reflétant nos traditions et notre façon de vivre», a expliqué Oulaid, oléiculteur de la région d'Aguouillal (El Adjiba).

«La cueillette des olives est devenue un acte obligatoire à accomplir chaque saison, car il représente pour nous l'honneur de la famille», a estimé Oulaid.

Selon beaucoup d'oléiculteurs de la région, la saison oléicole de cette année est fructueuse malgré une



légère régression prévisionnelle enregistrée par la direction des services agricoles (DSA). Les cueilleurs ne lésinent aucunement sur les moyens afin de bien exploiter les oliviers avant le retour des pluies. Avec un esprit de solidarité, certains paysans et leurs familles terminent parfois très tôt leur collecte, et viennent souvent en aide aux proches qui en ont besoin.

«Chaque année, nous terminons notre cueillette, et nous aidons les autres familles à terminer la leur, c'est sacré et ancré dans nos traditions de fraternité, donc nous faisons ça dans le cadre de la touiza (bénévolat)», a expliqué Ouardia, une jeune femme, paysanne d'Aguouillal. Tôt le matin, les villageois entourent les oliviers, certains en gaulant et d'autres en ramassant les olives tombées à terre.

Il est vrai que le ramassage des olives est une besogne harassante et fatigante, mais il contribue à la consolidation des liens

familiaux et entre villageois.

Production prévisionnelle de 77 millions de litres d'huile d'olive

Le services agricoles de la wilaya (DSA) tablent cette année sur une production estimée à 7,7 millions de litres de l'huile d'olive, une production en baisse par rapport à l'année précédente, selon Louiza Amirat, cheffe de service de l'oléiculture à la DSA. «Nos prévisions de production sont établies exactement à 7.700.000 litres d'huile d'olive, une production en baisse par rapport à la campagne précédente, qui a connu une récolte de 9,2 millions de litres», a souligné Mme Amirat.

Selon les statistiques prévisionnelles données par la même responsable, le rendement de la production sera de 17,70 litres par quintal. La même responsable a attribué cette baisse au phénomène de l'alternance ainsi qu'aux incendies de forêts. «Cette baisse s'ex-

plique par le fait que la production oléicole est connue pour le phénomène de l'alternance. Nous avons également les incendies, suivis de fortes chaleurs, qui ont freiné un tant soit peu le déroulement de la fécondité pour l'olivier», a-t-elle encore expliqué.

La wilaya de Bouira jouit d'un potentiel oléicole global estimé à 37.264 hectares, dont 27.268 productifs.

«Elle compte 4.823.496 arbres, dont 3.036.133 sont productifs», a précisé la même responsable.

Une série de journées de sensibilisation et de vulgarisation a été lancée depuis quelques jours à travers les communes de la wilaya afin de sensibiliser et d'initier les oléiculteurs aux bonnes méthodes de récolte ainsi que de trituration de l'olive.

«Nous avons organisé des journées de sensibilisation à Ahnif (est de Bouira), ainsi qu'à Sour El-Ghouzlane (Sud)», a fait savoir Mme Amirat. «D'autres journées de sensibilisation seront organisées à partir de la semaine prochaine dans les communes d'El Asnam et Bordj Khris», a-t-elle ajouté.

Au total 211 huileries, dont 42 traditionnelles, et 81 semi-automatiques, seront ouvertes en prévision de cette campagne oléicole.

Par ailleurs, le problème de la mouche d'olive qui affecte l'olive n'a pas sévi cette année grâce au dispositif de prévention mis en place afin de minimiser les dégâts, selon Mme Amirat.

GHARDAÏA: Travaux en cours pour la mise à niveau de 136 km de la RN-51 à El-Menea

Les travaux sont en cours pour la mise à niveau d'un tronçon de 136 km de la route RN-51 reliant El-Menia (Ghardaïa) à la limite territoriale de la nouvelle wilaya de Timimoun, a-t-on appris mercredi de la direction des Travaux publics de la wilaya de Ghardaïa.

Le tronçon, dont les travaux ont été scindés en plusieurs tranches (30, 29, 20 et 57 km) a atteint actuellement un taux de réalisation estimé à plus de 50%, a indiqué à l'APS le DTP, Ali Teggat, précisant que 66 km de ce tronçon sont achevés et seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours. La mise à niveau d'une distance de 20 km sera lancée au début de l'année 2020, en attendant les crédits de paiement pour entamer le reste des 57 km déjà programmés, a ajouté M. Teggat. Ce projet de modernisation et de renforcement de la RN-51, qui constitue un catalyseur du développement durable des wilayas du Sud-ouest, aura des retombées positives sur les différents aspects de la vie économique et sociale et un appui au développement de la région, a-t-il signalé. L'objectif de ce chantier est de mettre à niveau cet axe important en le rendant conforme aux routes nationales «sur le plan géométrique», par l'élargissement de la chaussée à 7,6 mètres avec

des accotements de 2x 2,5 m et l'éradication de la multitude de «points noirs» sur cet axe ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le DTP.

Une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale (balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi que l'aménagement d'intersections, a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés.

La modernisation et le renforcement de cet axe routier (RN-51) créée en 1968, selon les archives de la DTP, est de nature à améliorer la fluidité du trafic et la sécurité routière, d'éliminer des «points noirs» et de réduire la durée du trajet, tout en contribuant à favoriser l'essor économique et social des wilayas du Sud et du Sud-ouest du pays (régions du Touat, du Gourara et d'El-Menia). La route en question, qui va désenclaver les régions et propulser l'économie locale, vise également à accompagner la croissance démographique et urbanistique de ces régions, ainsi qu'à améliorer et faciliter la circulation des personnes et des biens entre régions, notamment dans le trafic lourd des convois transportant des hydrocarbures et le ciment après la création d'une raffinerie et d'une



cimenterie dans la wilaya d'Adrar, en plus des perspectives de développement des secteurs agricole, touristique, commercial et industriel, a ajouté la même source.

Le réseau routier de la wilaya de Ghardaïa est constitué de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'zab non encore classée), dont une cinquantaine de kilomètres dédoublés, en plus de 292 km de chemins de wilaya et 463 km de routes communales, dont 258 km revêtus.

Le trafic enregistré sur la RN-51 est estimé à plus de 3.000 véhicules/jour, dont 40% de poids lourd, selon la DTP de Ghardaïa.

CNAS D'ALGER:

Campagne de sensibilisation en faveur des assurés sociaux et des stagiaires

L'agence de la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d'Alger organisera, à partir de mercredi, une campagne de sensibilisation de deux jours au profit des assurés sociaux, des stagiaires et des élèves des établissements de l'enseignement technique ainsi que des centres de formation professionnelle en vue de les informer de leurs droits et obligations en matière de sécurité sociale, indique mardi un communiqué des mêmes services.

Dans le cadre de la stratégie de la CNAS visant l'allègement des formalités administratives, l'amélioration et la modernisation du service public par le recours aux technologies de pointe, l'Agence CNAS d'Alger organisera des campagnes de sensibilisation et des rencontres avec les assurés sociaux, les stagiaires et les élèves de l'enseignement technique en vue de les informer de leurs droits et obligations en matière de sécurité sociale tel que prévu par la loi 83-13 du 02/07/1983 relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, précise la même source.

La campagne de sensibilisation est prévue demain mercredi, suivie d'une journée dédiée aux affiliés de la CNAS et ce en complément des sorties de terrain menées par les agents de la cellule de prévention contre les accidents de travail et les maladies professionnelles tout au long de l'année.

Les cadres de la CNAS ont été mobilisés à cet effet pour se rapprocher des stagiaires de la formation professionnelle à Alger à l'effet de les sensibiliser et de les orienter en ce



qui concerne les remboursements que leur accordent la Caisse. A noter que l'Agence CNAS d'Alger recense 52.507 stagiaires affiliés à la Caisse.

Elle a appelé tous les assurés sociaux à utiliser l'espace «El Hanaa» pour s'enquérir des informations personnelles relatives aux ordonnances médicales pour éviter les déplacements au centre de paie-

ment. Cette espace permet aux affiliés d'effectuer des remboursements en nature ou en espèce, de retirer l'attestation d'affiliation, de s'enquérir de la liste des médecins et des pharmaciens d'offices contractuels et de demander la carte «Chifa» à distance et autres prestations à découvrir sur le site électronique de la CNAS.

BLIDA:

Coupsures d'eau et d'électricité dans de nombreuses communes à cause des vents forts

De nombreuses communes de Blida enregistrèrent, depuis la nuit de lundi à mardi, des coupures de l'alimentation en eau potable et en énergie électrique à cause des vents forts qui ont frappé la région, a-t-on appris auprès des entreprises de l'Algérienne des eaux(ADE) et de la direction de distribution de gaz et d'électricité de la wilaya(Sonelgaz).

Selon la chargée de la communication auprès de la direction de la SONELGAZ de Blida, Khadidja Bouda, les vents forts enregistrés dans la région, dans la nuit dernière, ont été à l'origine de la chute d'arbres sur les lignes électriques, en causant des dommages aux câbles, et partant des coupures d'électricité dans de nombreuses communes.

Les vents forts ont, éga-



lement, déplacé des paraboles et des panneaux en fer, qui ont causé des coupures de câbles et leur chute, a-t-elle précisé.

La responsable a, aussi, imputé ces coupures d'électricité aux atteintes contrôles le réseau, dues au non respect des règles préconisées en matière de distance réglementaire entre les bâtisses et le réseau électrique. Aussi,

la direction de la Sonelgaz de Blida a informé les abonnés concernés de la «mobilisation de toutes ses équipes techniques pour la réparation en cours de ces pannes notamment au niveau de la commune montagneuse de Chréa, une partie de la localité de Meftah (à l'Est) et les cités Ben Ramdane, Deriouche, Belaouadi et Tabainat».

L'ADE de Blida a, égale-

ment, enregistré des perturbations dans l'alimentation en eau (AEP), à cause des coupures du courant électrique, au niveau de ses systèmes de production d'eau, indique un communiqué de cette entreprise.

Les coupures ont concerné les cités Douirette, Derdara, Slimane Chaachou, Cheikh Ben Aissa, Tarek Benziad, et Ben Achour de la commune de Blida, outre les habitations se trouvant sur le chemin menant à Chréa, et les communes de Bouarfâ (à l'ouest), Djebabra, Chebli, Bouinane, Larbaâ et Meftah (à l'Est) et Oued El Alleugue au Nord.

«L'AEP sera rétabli dès la stabilisation du courant électrique au niveau des différents systèmes de production endommagés», a assuré la même source.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ:

3 personnes arrêtées et plus de 2.000 comprimés de psychotropes saisis

Trois personnes ont été arrêtées et plus de 2.000 comprimés de psychotropes ont été saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale dans plusieurs régions du pays, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, indique mercredi un communiqué de la Gendarmerie nationale.

A Alger, une personne a été interpellée en possession de quatre comprimés de psychotropes et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes enquêteurs ont saisi dans le domicile parental du mis en cause, 1.074 comprimés de psychotropes de différentes marques.

Dans le même cadre, une personne a été interpellée en possession de 1.000 comprimés de psychotropes, lors d'un point de contrôle au niveau de la RN 35 reliant Aïn Témouchent à Tlemcen, note la même source. Par ailleurs, une personne a été arrêtée à Relizane pour détention illégale d'armes et de munitions et infraction à la législation de changes. Le mis en cause a été interpellé à Oued R'hïou à bord d'un véhicule en possession d'une arme de confection artisanale avec sept cartouches de calibre 16, ainsi que des sommes de 5.091 euros et 38.000 DA, précise le communiqué.

SANTÉ

Ouargla : 49.000 scorpions collectés et remis à l'annexe de l'Institut Pasteur en 2019

Quelque 49.000 scorpions ont été collectés dans la wilaya d'Ouargla durant l'année en cours et remis à l'annexe de l'Institut Pasteur pour l'extraction de son venin, a appris mercredi l'APS du directeur de cet établissement public.

Ce chiffre "record", permettant de produire près de 31 grammes de venin de "haute qualité" pour la confection du sérum antidote, est le plus important du nombre global de scorpions, soit 62.000, capturés cette année à l'échelle nationale, a affirmé Mohamed Ali. Les différentes campagnes de collecte de scorpions effectuées durant la période estivale, notamment par l'association de wilaya d'Ouargla de lutte contre l'envenimation scorpionique et par des bénévoles, ont contribué à diminuer la prolifération de cet insecte nuisible et, ainsi, le nombre de cas de piqûres, parfois mortelles, a-t-il souligné.

L'extraction du venin de scorpion dont a besoin l'Institut Pasteur à Alger pour la fabrication de sérum anti-venin a été lancée au niveau de l'annexe d'Ouargla en mai dernier, a rappelé M. Ali.

L'annexe de l'Institut Pasteur, implantée au niveau de la zone des équipements publics (périphérie Ouest de la ville d'Ouargla), a bénéficié d'une opération d'extension afin d'introduire de nouvelles activités en rapport avec les analyses médicales, la vaccination et autres, a-t-il fait savoir.

L'envenimation scorpionique constitue une préoccupation majeure du secteur de la santé, sachant que quelque 50.000 cas sont recensés chaque année, surtout dans les wilayas du sud du pays. Plus de 2.500 piqûres de scorpions, dont sept (7) cas mortels, ont été enregistrées en 2018 à Ouargla, selon le service de la prévention à la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

La wilaya d'Ouargla est considérée comme un des foyers de prolifération de l'andorctonus Australis, l'une des espèces de scorpions les plus dangereuses pour l'homme et responsables du plus grand nombre de piqûres et de décès, a-t-on fait savoir.

Pour la DSP, la prévention reste le meilleur moyen de lutte contre l'envenimation scorpionique, en veillant à l'éloignement de tous les amas d'ordures ménagères et de déchets inertes aux alentours des habitations, en plus de la garantie de l'éclairage public.

Ceci, en plus d'éviter les thérapies traditionnelles en cas de piqûres de scorpion, ajoute la DSP tout en recommandant d'évacuer au plus vite la personne victime de piqûre de scorpion vers le centre de soin le plus proche afin de bénéficier d'une prompt prise en charge médicale.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION :

5 morts et 2 blessés en 24 heures selon la Protection civile

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans quatre accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan établi mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Illizi où deux personnes sont décédées et deux autres ont été blessées, suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 3 dans la commune d'Aïn Amenas, précise la même

source. Par ailleurs, des soins de première urgence ont été prodigués à 4 personnes intoxiquées par l'inhalation du monoxyde de carbone, suite à l'utilisation d'appareils de chauffage à l'intérieur des habitations, dans la wilaya de Sétif.

CHINE:

Le bilan s'alourdit à 16 morts après un accident dans une mine du sud-ouest

Seize mineurs ont été tués après une projection souterraine mêlant gaz et charbon survenue dans la nuit de lundi à mardi dans une mine de charbon de la province chinoise du Guizhou (sud-ouest), ont annoncé mercredi les autorités locales.

L'accident s'est produit mardi vers 1h30 dans la mine de charbon Guanglong, dans le district d'Anlong, alors que 23 ouvriers travaillaient sous terre. Sept ouvriers ont été secourus. L'accident a eu lieu quelques jours après l'inondation d'une mine de charbon dans la province voisine du Sichuan, qui a tué cinq mineurs, tandis que 13 autres étaient pris au piège de la montée des eaux. Les efforts de secours sont achevés, et une enquête est en cours. L'extraction du charbon est meurtrière en Chine, où cette ressource est de loin la première source d'énergie.

En novembre, au moins 15 mineurs avaient été tués lors d'un coup de grisou dans une mine de la province du Shanxi (nord).

ENVIRONNEMENT:

La France doit évaluer ses lois pour mieux lutter contre le réchauffement climatique

La France doit considérablement renforcer l'évaluation de l'impact climatique de ses lois pour mieux piloter son action de lutte contre le réchauffement et notamment la baisse des émissions de carbone, avertit le Haut conseil pour le climat.

Dans un rapport publié mercredi en réponse à une demande du gouvernement, le HCC, mis en place par Emmanuel Macron, relève qu'actuellement "seuls 3% des articles de lois (sont) évalués sous l'angle du climat".

En conséquence "la France ne pilote pas sa stratégie pour atteindre la neutralité carbone", pourtant inscrite comme objectif pour 2050 dans la loi énergie-climat, adoptée en septembre. "Il reste beaucoup de travail à faire" souligne la climatologue Corinne Le Quéré, présidente du HCC, tout en soulignant que "la manière dont la loi est évaluée doit être totalement transparente" et qu'il ne s'agit pas "d'alourdir pour rien les procédures".

Ainsi le rapport suggère un premier tri des lois devant être évaluées, via une "consultation publique des parties prenantes".

En cas "d'effet potentiellement significatif sur la trajectoire bas carbone" il recommande de procéder à une étude d'impact détaillée, conclue par un "avis détaillé et public sur sa qualité, produit par une autorité indépendante".

Les lois concernées devraient par ailleurs intégrer leur propre dispositif d'évaluation, devant "être engagé dès l'entrée en vigueur" du texte, processus qui "doit être transparent, indépendant et associer les parties prenantes".

Enfin, le suivi des lois doit renforcer un pilotage global pour atteindre l'objectif de neutralité carbone, le HCC recommandant que le Conseil de défense écologique, également créé par M. Macron, soit chargé de dresser un bilan annuel des lois adoptées et des évaluations de celles en vigueur.

"On n'a pas le temps d'attendre, il faut qu'on ait en temps réel des indicateurs qui permettent d'aller beaucoup plus vite", a relevé Mme Le Quéré. Le gouvernement s'est déjà engagé à évaluer les lois Elan (logement, aménagement et numérique) et Egalim (alimentation) déjà promulguées et celle sur les mobilités (LOM) adoptée en novembre.

Or sur la question des transports, "presque tous les indicateurs vont dans la mauvaise direction" a relevé la patronne du HCC, alors que le Conseil avait dans son premier rapport annuel en juin appelé la France à revoir sa politique de lutte contre le réchauffement, pointant des "actions insuffisantes" et des "dispositifs trop faibles".

AUSTRALIE:

Mardi, journée la plus chaude jamais mesurée (40,9 C)

Mardi a été la journée la plus chaude en Australie depuis le début des relevés, avec une moyenne nationale des températures maximales mesurée à 40,9 C, a annoncé mercredi le bureau de météorologie.

Le précédent record, établi en janvier 2013, était de 40,3 C, rappelle le bureau. Celui-ci s'attend à ce que cette valeur soit encore dépassée prochainement en raison de la propagation d'une vague de chaleur risquant d'attiser les dramatiques feux de forêts qui ravagent le pays.

«Les chiffres préliminaires montrent qu'hier a été la journée la plus chaude jamais enregistrée, avec des températures dépassant les 45 C dans l'essentiel de l'intérieur du pays et une masse d'air chaud très étendue», a déclaré la météorologue Diana Eadie.

«Cette canicule ne va faire que s'intensifier aujourd'hui», a-t-elle ajouté. Des records ont été relevés cette semaine dans l'Etat d'Australie occidentale, où les pompiers luttent contre des incendies qui ont dévasté des milliers d'hectares.

La vague de chaleur est en train d'avancer sur le centre du pays en direction de l'Est, où des feux ont déjà emporté des dizaines de milliers d'hectares de végétation et détruit plus de 700 maisons. Ces incendies ont poussé quantité d'Australiens à manifester contre la passivité du gouvernement conservateur australien dans la lutte contre le réchauffement climatique. Mercredi, les autorités ont mis en garde les habitants de la côte est contre «une nouvelle menace» alors



que des vents avec des rafales à 100 km/h sont annoncés sur les zones où font rage des incendies échappant à tout contrôle. «Les pompiers, les services d'urgence et les populations locales vont être confrontés dans les prochains jours à une nouvelle menace», a déclaré le responsable des pompiers des zones rurales de Nouvelle-Galles du Sud, Shane Fitzsimmons. Dans cet Etat, le mercure devrait grimper aux alentours de 45 C jeudi. Au moins trois millions d'hectares sont partis en fumée dans tout le pays, et six personnes ont péri,

dans des centaines de feux ces derniers mois, y compris un mégafeu qui brûle au nord de Sydney. Les autorités ont fait état d'«une urgence de santé publique» dans la plus grande ville du pays en raison des fumées toxiques qui l'enveloppent depuis des semaines. Les incendies sont courants à l'approche de l'été austral, mais ils sont apparus très tôt cette année et sont particulièrement virulents.

Les chercheurs estiment que le réchauffement climatique contribue à créer des conditions encore plus propices aux feux.

UNICEF-AFGHANISTAN:

9 enfants sont tués ou mutilés chaque jour

Le conflit qui dure depuis 40 ans en Afghanistan a un impact dévastateur sur les enfants, et les parties manquent à leur devoir de les protéger de ses conséquences, a déclaré le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans un rapport publié mardi.

Le rapport, intitulé «Préserver l'espoir en Afghanistan : protéger les enfants dans le conflit le plus meurtrier au monde» a indiqué qu'au cours des neuf premiers mois de 2019, neuf enfants ont été tués ou mutilés en moyenne chaque jour, soit une augmentation de 11% par rapport à la même période de 2018, en grande partie en raison d'une recrudescence des attentats-suicides et des combats au sol entre forces pro et anti-gouvernementales. «Même à l'aune des



sombres critères de l'Afghanistan, 2019 a été particulièrement meurtrière pour les enfants», a déclaré la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore. «Les enfants, leurs familles et leurs communautés subissent chaque jour les conséquences horribles du conflit. Nous pouvons et devons faire beau-

coup plus pour renforcer leur courage et leur résilience extraordinaires», a-t-elle ajouté.

Entre 2009 et 2018, près de 6 500 enfants ont été tués et près de 15 000 autres blessés, contribuant à faire de l'Afghanistan la zone de guerre la plus meurtrière du monde en 2018, a précisé le rapport. Par ailleurs, a

souligné l'UNICEF, outre l'impact direct de la violence, la vie des enfants est également affectée par les effets combinés des catastrophes naturelles, de la pauvreté et du sous-développement.

Selon le rapport, 3,8 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire, une fille sur trois est mariée avant son 18e anniversaire, 3,7 millions d'enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés, et 600 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition sévère.

En travaillant avec des partenaires, l'UNICEF fournit également des soins à 277 000 enfants souffrant de malnutrition sévère.

Mais le programme doit être considérablement élargi si l'on veut atteindre 300 000 enfants dans le besoin, a indiqué le rapport.

VACCINATION CONTRE LA POLIO AU PAKISTAN: 2 policiers tués



Deux policiers qui protégeaient des équipes de vaccination contre la polio ont été tués, mercredi, au Pakistan, où les campagnes pour l'éradiquer se heurtent à des groupes terroristes, ont indiqué des sources policières citées par des médias. Deux hommes armés à moto ont tué les deux policiers dans la ville de Lal Qila, alors qu'ils arrivaient à un centre de santé pour protéger les vaccinés, a indiqué Arif Shahbaz, un responsable policier de la province de Khyber Pakhtunkhwa (Nord-Ouest), dont Lal Qila fait partie.

«Les vaccinés sont indennes», a-t-il ajouté. Un autre responsable

policier, Saeed ur Rehman, a confirmé l'incident et son bilan. Le Pakistan a lancé, cette semaine, une campagne nationale de cinq jours contre la polio visant à vacciner des dizaines de millions d'enfants, alors que l'année s'annonce dévastatrice dans la lutte contre la maladie. Au moins 104 nouveaux cas ont été répertoriés en 2019, contre 12 l'an passé et 8 en 2017, quand le Pakistan semblait proche de son objectif d'éradiquer la polio. Plus de 70% de ces cas ont été diagnostiqués dans le Khyber Pakhtunkhwa, province proche de l'Afghanistan.

ADOPTION DES TIC EN 2019:

L'Algérie réalise de nouveaux progrès

L'Algérie a réalisé de nouveaux progrès dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment en matière d'adoption des TIC, de téléphonie et haut débit mobile et au nombre d'utilisateurs internet, selon le rapport du Forum économique mondial (FEM) sur la compétitivité mondiale pour l'année 2019.

L'Algérie est classée à la 76ème place au niveau mondial en matière d'adoption des TIC, gagnant, en une année, 7 places dans ce classement après avoir occupé la 83ème place en 2018.

«Ce résultat dénote du saut qualitatif enregistré au niveau des principaux indicateurs pris en compte pour l'établissement du classement», indique le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique dans un communiqué, citant ce rapport.

S'agissant de l'indicateur relatif à l'abonnement à la téléphonie mobile, l'Algérie est classée à la 61ème place à l'échelle mondiale en 2019, après avoir occupé la 66ème en 2018 et la 109ème en 2016, soit un avancement de 48 positions depuis 2016.

En outre, l'Algérie est classée à la 35ème place en matière de haut débit mobile en 2019, après avoir été à la 44ème en 2018 et à la 98ème en 2016, soit un avancement de 63 positions depuis 2016. Concernant le nombre d'utilisateurs internet, l'Algérie est



passée de la 106ème place en 2016 à la 91ème en 2018 puis à la 83ème en 2019, soit un avancement de 23 positions depuis 2016.

Ce nouveau classement «traduit les efforts consentis par l'Algérie pour le développement de la société de l'information et l'amélioration de

l'accès à l'internet pour tous les citoyens», souligne le ministère.

Il est à rappeler que le Forum économique mondial, créé en 1971 et connu pour sa réunion annuelle de Davos, est une fondation à but non lucratif dont le siège se trouve à Genève en Suisse.

ETATS-UNIS:

La création d'une force de l'Espace approuvée par le Congrès

Le Congrès américain a approuvé mardi, lors d'un vote au Sénat, une loi budgétaire de 738 milliards de dollars prévoyant notamment la création d'une force de l'Espace voulue par Donald Trump.

Cette loi doit maintenant être promulguée par le président américain.

Les sénateurs ont approuvé par 86 voix contre 8 ce document de plus de 3.000 pages qui introduit également, et pour la première fois, un congé parental pour tous les fonctionnaires américains. Cette loi de finance-ment crée donc, comme le souhaitait le président américain, une «force de l'Espace» qui devient la sixième branche des forces

armées américaines, après l'armée de Terre, l'US Air Force, l'US Navy, le corps des Marines et les gardes-côtes. Elle sera dirigée par un Chef des opérations spatiales, qui sera placé sous l'autorité du secrétaire à l'US Air Force. Aucun financement supplémentaire ne lui est accordé pour le moment, le «Commandement de l'Espace» voulu par Donald Trump étant encore au stade de projet.

Les dépenses militaires s'élèvent à 738 milliards de dollars pour l'année fiscale 2020, entamée début octobre, une hausse de 3% comparée à l'an dernier.

Ce chiffre couvre le budget de base du Pentagone (635 milliards) et les

dépenses consacrées par le ministère de l'Energie à l'entretien et l'alimentation en combustible de l'arsenal nucléaire américain (23,1 milliards).

S'y ajoutent 71,5 milliards de dollars pour les opérations extérieures en cours (Afghanistan, Syrie, Irak, Somalie, etc.).

En outre, ce texte n'interdit pas au locataire de la Maison Blanche d'utiliser des fonds destinés au ministère de la Défense pour financer le mur à la frontière avec le Mexique, une promesse phare de sa campagne électorale de 2016. Le budget prévoit aussi une hausse de 3,1% des salaires des membres des forces armées, leur plus forte progression depuis une décen-

nie. Les élus ont glissé dans la loi de financement militaire plusieurs articles destinés à contrôler l'usage des fonds du Pentagone. Ils lui interdisent notamment de réduire les effectifs des forces américaines déployées en Corée du Sud, de livrer des avions furtifs F-35 à la Turquie, et d'acheter des wagons ou des bus à la Chine. Ce cadre législatif prévoit aussi des sanctions contre le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad. Le texte donne notamment six mois au Trésor américain pour déterminer si la banque centrale syrienne se livre à des opérations de blanchiment d'argent et le cas échéant, lui imposer des sanctions.

SUSPENSION DE PRODUCTION DU 737 MAX:

Safran va «fortement» réduire sa cadence

Le groupe aéronautique français Safran va «fortement» réduire les cadences de production de son moteur Leap, qui équipe le Boeing 737 MAX, après l'annonce par le constructeur américain de la suspension de sa production, a indiqué son directeur général Philippe Petitcolin.

«Nous allons avec notre partenaire General Electric effectuer une réduction très forte de notre production mais nous n'allons pas l'arrêter», a déclaré M. Petitcolin, dans un entretien publié mardi sur le site internet du magazine l'Usine nouvelle.

Il fait ces déclarations au lendemain de l'annonce par Boeing de sa décision de suspendre à partir de janvier la production du 737 MAX, faute d'avoir obtenu l'aval des autorités aériennes pour le faire revoler, après deux accidents qui ont fait 346 morts en quelques mois. Le moteur Leap, développé par Safran et General Electric au sein de leur co-entreprise CFM International, équipe plus de la moitié des Airbus A320neo et la totalité des Boeing 737 MAX.

Ces derniers sont cloués au sol depuis le 13 mars. «Cette production devra être la plus faible possible, tout en maintenant l'intérêt d'avoir une ligne de production ouverte. Produire un ou deux moteurs par semaine n'aurait aucun sens», a ajouté M. Petitcolin sans pouvoir avancer de chiffre dans l'immédiat.

Sur le plan social, il a précisé qu'il était encore «trop tôt» à ce stade pour dire quelles seraient les conséquences de cette réduction de cadence en particulier en Seine-et-Marne (région parisienne) où sont produits les moteurs.

«Tout cela doit être discuté et débattu avec les partenaires sociaux avant la fin de cette semaine», a-t-il poursuivi. Quant à l'impact financier, «tout dépendra de ce que l'on produira et de ce que nous devons stocker», a-t-il estimé, précisant qu'«en réduisant les cadences comme nous envisageons de le faire, cela coûtera moins cher que d'en livrer 80 et quelque par mois qui ne sont pas payés».

Début septembre, le groupe estimait que «chaque trimestre supplémentaire coûtera de l'ordre de 300 millions de cash». Mais selon M. Petitcolin l'impact «sera plus au niveau de la rentabilité des moyens et des personnels que du cash».

«Jusqu'à présent, on a parlé du cash car ces moteurs étaient vendus, livrés, mais pas payés».

Demain, on ne pourra pas les facturer à qui que ce soit, ils constitueront un stock.

Ces stocks risquent d'amener des surcoûts», a-t-il ajouté.

ETATS-UNIS:

Boeing va envoyer sa nouvelle capsule demain vers la Station spatiale

Tout est prêt en Floride pour le lancement de la capsule pour astronautes de Boeing, Starliner, qui emmènera vendredi vers la Station spatiale internationale un mannequin, Rosie, une mission d'essai cruciale pour la reprise en 2020 des vols habités de la Nasa.

«Si la météo est bonne, la mission aura lieu vendredi matin», a déclaré Kathy Lueders, responsable des vols commerciaux de la Nasa, mardi lors d'une conférence de presse au centre spatial Kennedy.

«Le vaisseau spatial est prêt», a ajouté John Mulholland, responsable du programme chez Boeing.

Boeing et SpaceX sont payés depuis 2014 par la Nasa pour développer des taxis pour astronautes afin d'assurer les allers-retours entre les Etats-Unis et la station (ISS), une fonction que seules les fusées russes Soyuz remplissent depuis la fin des navettes américaines en 2011.

Le programme a pris deux ans de retard et la Nasa espère pouvoir commencer à envoyer des astronautes dans la première partie de 2020, à condition que les derniers tests se déroulent sans incident.

La mission qui commencera vendredi durera huit jours et servira de répétition générale.

CST-100 Starliner, de son nom officiel, sera lancée vendredi de Cap Canaveral à 06H36 (11H36 GMT) par une fusée Atlas V construite par United Launch Alliance.

Elle atteindra la station 25 heures plus tard.

Starliner restera amarrée sept jours avant de se détacher.

Elle atterrira au terme d'une descente rapide de quatre heures dans le désert du Nouveau-Mexique, le 28 décembre à 03H47 (10H47 GMT).

La capsule de SpaceX, baptisée Crew Dragon, a effectué la même mission avec

succès en mars dernier. La différence est que Dragon revient amerrir dans l'océan, au lieu de la terre ferme pour Starliner.

Dans les deux cas, la chute est ralentie par des parachutes.

Contrairement aux époques passées, la Nasa paiera les sociétés au service, au lieu d'être propriétaire des capsules, une révolution décidée sous la présidence de Barack Obama et qui devait faire économiser de l'argent à l'agence spatiale.

Mais au total, la Nasa a engagé plus de 8 milliards de dollars dans les deux sociétés pour assurer six voyages chacune de quatre astronautes jusqu'en 2024.

Le prix de l'aller-retour sur Starliner reviendra à 90 millions par astronaute, selon un rapport publié en novembre par l'inspecteur général de la Nasa, contre 55 millions chez SpaceX et plus de 80 millions actuellement payés à la Russie.

Comme ni Dragon ni Starliner ne sont assurées d'être prêtes en 2020, la Nasa



négoce avec la Russie l'achat d'une place à bord d'une Soyuz pour l'automne 2020, a dit Joel Montalbano, de la Nasa.

La dernière place achetée pour un Américain dans une fusée russe est pour avril 2020.

Éducation physique SAVOIR BIEN S'ENTRAÎNER

Certaines personnes choisissent de pratiquer un sport de manière intense et régulière, dans le but de participer à des compétitions, ou d'accomplir une performance personnelle. S'entraîner ne s'improvise pas et demande des connaissances suffisantes, entre autres, sur la façon dont le corps et l'esprit s'adaptent aux efforts.

Pour optimiser son entraînement et parvenir au geste optimal sans mettre sa santé en danger, il est nécessaire de suivre quelques conseils de base.

Choisir un bon encadrement pour s'entraîner

S'entraîner au sein d'une structure (club, association, etc.) offre des avantages à la personne motivée qui veut se faire plaisir, obtenir des résultats, prendre des risques modérés et en tirer bénéfice pour sa santé. La présence d'éducateurs et d'un encadrement sportif complet est le principal atout de ces structures. Sous leur direction, l'apprentissage des gestes de sécurité, de la technique, de l'appréhension de l'environnement et des règles de jeu permet de progresser tout en protégeant sa santé. De nombreux traumatismes sportifs ont pour origine une mauvaise technique ou une prise de risque inconsidérée, à la longue, fragilisent muscles, tendons et articulations. Un œil extérieur expert permet de détecter les défauts et de les corriger, ce qui n'est pas possible lorsqu'on s'entraîne seul. En fonction de ses observations, l'éducateur met en place un programme d'entraînement personnalisé qui vise à corriger les points faibles du sportif. Enfin, avec leur connaissance du psychisme des sportifs, les éducateurs savent adapter l'entraînement à la personnalité de chacun et accompagner les sportifs tout au long de la saison en fonction de leurs motivations.

En outre, la pratique au sein d'une structure permet de rencontrer d'autres personnes passionnées par le même sport. Des liens se créent qui peuvent être d'un grand soutien au cours de l'entraînement et lors des compétitions. Même dans les sports individuels, l'effet d'équipe joue un rôle important dans le maintien de la motivation et la réalisation des performances.

Le suivi médical d'entraînement

Les sportifs qui pratiquent intensément un sport doivent être suivis régulièrement pour dépister le plus tôt possible les signes d'un surentraînement. Ce suivi est pratiqué par un médecin du sport qui explore plusieurs domaines de la santé du sportif : temps consacré à l'ensemble des activités sportives (entraînements, compétitions, déplacements) ; fréquence cardiaque au repos et à l'effort ; présence de contractures ou de raideur au niveau des muscles ;

Douleurs des tendons ou des articulations ;

Antécédents d'accidents au niveau des muscles, tendons et articulations ;

Qualité du sommeil ;

État psychique (difficultés à se concentrer, changements d'humeur, irritabilité, lassitude, dépression, etc.) ;

Habitudes alimentaires et état d'hydratation.

L'analyse de l'ensemble de ces éléments grâce à des questionnaires validés scientifiquement permet au médecin du sport d'intervenir rapidement en cas de signes de surentraînement.

Adapter son entraînement sportif

Un débutant ne peut pas suivre le même entraînement que les personnes qui pratiquent un sport depuis des années. De même, un sportif de 20 ans ne va pas s'entraîner de la même manière qu'un homme de 45 ans. L'entraînement de chacun doit être adapté à ses différentes aptitudes, à ses limites et à ses capacités d'effort et de récupération. L'intensité et la fréquence des entraînements doivent être ajustées à chaque cas pour éviter les microtraumatismes et la fatigue. Le surentraînement a toujours des conséquences négatives.

L'entraînement exige non seulement de travailler tous les aspects de sa discipline, mais aussi de suivre un entraînement général visant à développer les capacités cardiorespiratoires, à équilibrer la musculature, à travailler de façon complémentaire la force ou l'endurance, à acquérir les qualités gestuelles, etc.

Cet entraînement général permet de tirer de meilleurs bénéfices de la pratique sportive en termes de santé.



En fonction de la saison de compétition, le programme d'entraînement peut être divisé en périodes (d'une semaine, d'un mois ou d'un an) durant lesquelles l'entraînement est orienté vers des objectifs différents. Par exemple : Des périodes de régénération (récupération, musculation, sports complémentaires, etc.).

Des périodes de préparation physique générale (travail un peu plus intense de musculation et d'endurance).

Des périodes de pré-compétition (entraînement technique, amélioration de la puissance, etc.).

Des périodes de compétition (rencontres, récupération, ajustement de la technique, etc.).

Au cours de chacune de ces périodes, le travail est organisé selon un calendrier précis afin de solliciter toutes les fonctions du corps progressivement et d'améliorer les performances sans mettre en danger sa santé. Ce calendrier doit être constamment adapté par l'entraîneur selon l'état du sportif, les conditions météorologiques, etc.

Optimiser son alimentation pour le sport

Pour profiter au maximum des entraînements, il est indispensable de disposer à tout moment de réserves énergétiques suffisantes, de veiller à son hydratation et, entre les entraînements, d'apporter au corps tous les nutriments nécessaires à son adaptation à l'effort et à sa récupération.

Ses conseils alimentaires aux sportifs doivent être suivis avec soin pour que chacun puisse tirer le meilleur parti de ses capacités et éviter contre-performances et accidents.

Se préparer psychologiquement au sport

Au-delà de l'entraînement physique et technique, et de l'entraînement nutritionnel (pas assez respecté), il existe aussi un entraînement mental, trop souvent considéré comme allant de soi. Or, les sportifs qui s'entraînent dans le but de participer à des compétitions doivent travailler leur mental tout autant que leur physique. En effet, la participation à une compétition exige de savoir s'adapter à des demandes parfois contradictoires : être motivé, combattif, voire passionné, tout en restant maître de soi.

Chez certaines personnes, maintenir son stress et sa vigilance à un niveau favorable à la performance est une aptitude naturelle. Pour les autres, le recours à des techniques particulières est nécessaire (relaxation, respiration profonde, rituel d'échauffement seul ou en groupe, so-

phrologie, autocontrôle, etc.). Pour se concentrer avant l'épreuve, certains athlètes utilisent des techniques comme la visualisation dirigée (l'évocation mentale des gestes qu'ils auront à faire, du terrain, de l'adversaire, etc.) ou les techniques d'autosuggestion.

Les méthodes de gestion du stress varient selon la personnalité des sportifs. Certains ont besoin de s'isoler avant l'épreuve pour se concentrer et garder l'esprit fixé sur leur performance. D'autres préfèrent passer du temps avec leur équipe pour bénéficier de soutien et d'encouragements mutuels. Le rôle des coéquipiers et de l'entraîneur est essentiel dans la réalisation de la performance. Portés par les encouragements et la confiance de leurs pairs, les athlètes parviennent à surmonter leurs doutes et à concentrer toute leur énergie et leur attention sur l'épreuve, sans se laisser envahir par des pensées parasites. Dans cet état particulier, le corps et l'esprit sont étroitement unis : les automatismes acquis lors de l'entraînement physique sont mis au service de la tactique et de la volonté de vaincre.

Éviter le surentraînement sportif

Le surentraînement est l'un des risques du sport. Il aboutit aux effets inverses à ceux attendus, souvent de manière insidieuse. Le sportif surentraîné se fatigue plus vite et ne progresse plus. Ses performances baissent malgré le temps passé à s'entraîner. Le surentraînement peut avoir des répercussions sur le corps (par exemple des traumatismes articulaires, musculaires ou osseux) et sur le psychisme (dé-motivation, diminution du plaisir de pratiquer, état dépressif, etc.).

Les facteurs qui mènent au surentraînement sont nombreux :

Entraînements trop intenses, trop longs, trop fréquents ou trop monotones.

Récupération trop courte ou mal menée.

Alimentation déséquilibrée ou insuffisante.

Déshydratation, etc.

Chez un sportif qui s'entraîne pour la compétition, les signes du surentraînement doivent être régulièrement recherchés. Le sportif doit être alerte de ces signes pour participer lui-même à leur détection et à la prévention du surentraînement. Un programme de suivi médical d'entraînement doit être mis en place et respecté.

SPORT ET SANTÉ Les effets bénéfiques du sport

Les effets bénéfiques du sport sur l'appareil cardiovasculaire ne sont plus à démontrer. La pratique régulière d'une activité physique permet en effet une vasodilatation des petites artères, ce qui fait baisser la tension artérielle. La quantité d'hormones de stress, ainsi que le taux de mauvais cholestérol. Le bon cholestérol augmente et le sucre est mieux assimilé par les cellules... Le cœur apprécie tout particulièrement les activités physiques dites d'endurance, dont les trois principales sont la natation, la course et le vélo.

Ces sports sont de moyenne intensité : entre 60 et 70 % du maximum que l'on peut fournir. Le principal avantage du sport d'endurance est d'apprendre à notre cœur à travailler à l'économie. Et le cœur sait mieux réagir à un effort bref et intense lorsqu'il est sollicité régulièrement. Les personnes qui pratiquent une activité sportive régulière ont cent fois moins de risques que les autres de faire un accident cardiaque. Mais pour profiter de tous ces bénéfices, encore faut-il pratiquer intelligemment et suivre quelques règles d'or.

L'intérêt du bilan médical



Que l'on pratique un sport de façon occasionnelle ou régulière, il est indispensable de faire un bilan chez son médecin généraliste à partir de la quarantaine. Un interrogatoire précis, un examen clinique, un électrocardiogramme et, si nécessaire une épreuve d'effort, permettent au médecin de savoir si vous avez des risques faibles ou importants de faire un accident cardiaque.

Quelques conseils avant de vous lancer :

- Entraînez-vous en douceur. Reprenez le sport progressivement et n'hésitez pas à faire un ou deux mois de marche active avant de courir.

- Programmez trois séances de sport par semaine. L'idéal est de faire du sport, trois fois par semaine pendant une semaine. Néanmoins, mieux vaut une fois par semaine que rien du tout. Sachez qu'au bout de trois mois sans entraînement, vous aurez perdu tous les bénéfices précédemment obtenus.

- Pensez à bien vous échauffer. De même après un effort soutenu, n'hésitez pas à ralentir doucement : c'est la récupération active.

- Adoptez le bon rythme. Il faut savoir travailler ni trop, ni trop peu et flirter avec l'essoufflement. Si vous réussissez à dire cinq à six mots de suite pendant l'effort, c'est que vous avez trouvé le bon rythme. Au dessus, vous travaillez mal et cela peut être dangereux. En dessous, vous ne travaillez pas assez.

La coordination motrice



Les mouvements commencent le plus souvent par une intention, un acte de la volonté. Le cerveau envoie des ordres aux muscles qui vont se contracter de manière coordonnée afin d'accomplir la tâche désirée : un mouvement harmonieux exige ainsi une bonne coordination motrice.

Qu'est-ce que la coordination motrice ?

La coordination motrice correspond à la capacité d'effectuer des gestes précis dans l'espace. Elle implique des enchaînements de gestes, mais aussi la mise en jeu simultanée et coordonnée de plusieurs muscles. Lorsqu'un joueur renvoie un volant au badminton, par exemple, cela semble naturel et peu compliqué. Pourtant, ce geste simple en apparence fait intervenir un nombre considérable d'organes et de zones du cerveau.

Dans un premier temps, le joueur utilise sa vision. Son cerveau analyse les informations reçues sur la trajectoire du volant et détermine l'endroit où il pourra être intercepté. Ce calcul intègre la vitesse et la direction du volant mais aussi l'expérience du joueur. La mémoire intervient aussi dans la programmation du geste de réception. Le cerveau sélectionne dans l'éventail de ses possibilités la meilleure tactique pour la situation donnée.

Il initie alors un mouvement : des ordres sont émis aux muscles par le cerveau via les nerfs. Le joueur se met à courir et commence à positionner son bras en anticipant le moment où il interceptera le volant. Pendant l'exécution du

geste et pour l'affiner, le cerveau analyse les informations qui lui parviennent en permanence de milliers de cellules sensorielles disposées dans tout le corps (dans l'oreille interne, les articulations, les muscles, etc.). Le joueur connaît ainsi à chaque instant la position de son corps dans l'espace. Grâce à ces informations, il procède à des ajustements inconscients pour garder l'équilibre et bien se placer. Le bras effectue alors le mouvement qui va positionner la raquette au bon endroit, avec le bon angle et la bonne vitesse. Certains mouvements, comme les gestes réflexes, sont plus automatiques. Une fois initiés, ces gestes, souvent très rapides, ne peuvent plus être modifiés.

Les émotions interviennent également. Si le joueur réalise qu'il se trouve trop loin du volant, il peut avoir peur de le rater. Ce sentiment peut perturber la coordination de ses gestes.

La plupart des sports demandent une bonne coordination motrice. Pour cette raison, l'initiation à certains sports ne peut se faire qu'à partir d'un certain âge. Un enfant passe par une série de stades de développement psychomoteur pendant lesquels ses gestes se précisent et se renforcent. Sa coordination motrice n'est optimale qu'à partir de 8 à 10 ans. Lorsqu'on vieillit, la coordination motrice peut encore être bonne, mais ne permet plus d'apprendre de nouveaux gestes complexes.

L'apprentissage des gestes du sport

L'apprentissage passe par la répétition des gestes qui s'impriment dans la mémoire du sportif. La mémoire des gestes est un phéno-

mène complexe qui demande une adaptation des connexions nerveuses au sein de nombreuses régions du cerveau et qui exige du temps. La répétition des gestes amène après années (en corrigeant inévitavelmente les défauts) permet d'acquies les automatismes indispensables à de nombreux sports. Un débutant est toujours moins efficace et moins précis qu'un pratiquant de longue date. Il se fatigue plus rapidement et dépense plus d'énergie pour un résultat moindre.

Au-delà du geste, l'apprentissage sportif permet aussi d'apprendre à analyser l'environnement. En fonction des informations fournies par ses yeux, ses oreilles, son expérience face à un adversaire, le sportif adapte ses gestes pour répondre par la meilleure tactique à une situation donnée. Ainsi, un cycliste accorde ses coups de pédale au pourcentage de la pente, au vent, au virage qui se profile un peu plus loin, aux mouvements du peloton, etc.

Cette expérience acquise se traduit par une meilleure efficacité, par une économie de gestes, mais aussi par une anticipation des besoins : le débit cardiaque et la fréquence respiratoire s'adaptent en fonction des informations perçues pour être en adéquation avec le geste qui va être accompli. Des ajustements préparatoires se font également au niveau de la posture en vue de l'exécution d'un enchaînement de gestes.

L'expérience se traduit aussi par des gestes plus fluides et par un ensemble de qualités qui forgent le style particulier de chaque sportif. De nombreux sports (patinage, gymnastique rythmique et sportive, danse classique, natation synchronisée, etc.) comportent une dimension esthétique qui exige une maîtrise parfaite de la gestuelle et un sens artistique développé.

La beauté du geste s'apprécie également dans de nombreuses autres disciplines sportives.

Les effets du sport sur la coordination motrice

De la même façon qu'un sportif entraîne ses articulations, ses muscles, son cœur et ses poumons, il maintient aussi en forme tous les organes sollicités par la maîtrise des gestes et de la posture.

L'activité physique régulière permet à une personne d'accomplir plus longtemps des gestes précis et coordonnés. Le sport maintient les capacités d'attention, de concentration, d'anticipation et de réaction. Les réflexes gestuels acquis, s'ils sont entretenus, persistent avec les années.

Chez les personnes âgées, l'activité physique régulière réduit le risque de chute et permet de conserver son autonomie plus longtemps.



UA-ONU-UE-SOMALIE

Les partenaires internationaux exhortent les Somaliens à engager le dialogue avant les élections de 2020

Les partenaires internationaux ont appelé mardi les Somaliens à engager le dialogue pour se mettre d'accord sur une voie à suivre et à coopérer pour réaliser les priorités convenues pour l'année à venir.

Les partenaires - notamment l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis - ont déclaré que les dirigeants, y compris ceux des institutions et des communautés, doivent travailler ensemble pour créer un environnement propice aux suffrages universels, finaliser la Constitution et combattre le groupe terroriste Shebab en 2020.

«Les objectifs de la Somalie peuvent être atteints grâce à la forte collaboration de toutes les parties prenantes et 2020 pourrait être une année historique pour les Somaliens», ont déclaré les partenaires internationaux dans un communiqué conjoint publié à l'issue de consultations qui se sont tenues dans la ville de Kismayo. Les partenaires qui se sont rendus dans le Jubaland, dans le sud de la Somalie, pour la troisième réunion consultative dans les Etats membres fédéraux, ont déclaré avoir analysé les progrès réalisés cette année et ont estimé que 2020 sera une année critique pour la Somalie.

«Nous sommes ici pour dialoguer avec un large éventail de parties prenantes et pour connaître leurs points de vue sur la manière dont les grandes priorités nationales peuvent être réalisées en 2020», ont-ils déclaré. Les priorités, ont-ils dit, comprennent la préparation des élections basées sur le principe «une personne, un vote», la finalisation de la Constitution fédérale, la poursuite des progrès vers l'allègement de la dette et la lutte contre le groupe terroriste Shebab.

La Somalie, avec l'aide de l'AMISOM et de l'ONU, fait des préparatifs d'urgence des élections au suffrage universel, qui seront les premières du genre depuis la chute du gouvernement somalien, en 1992. Ces partenaires ont indiqué que la situation politique dans le Jubaland reste incertaine, mais ont noté que le Jubaland et son peuple auront leur rôle à jouer dans les efforts visant à atteindre les objectifs de la Somalie en 2020, ajoutant qu'ils ne souhaitent pas que leurs opinions soient ignorées.

SAHARA OCCIDENTAL: Congrès du Polisario à partir d'aujourd'hui à Tifariti

Sous le slogan «Combat, résistance et sacrifice pour parachever la souveraineté de l'Etat sahraoui», le 15ème congrès du Front Polisario débutera aujourd'hui à Tifariti (territoires sahraouis libérés) avec la participation de 2.000 congressistes de différentes franges de la société sahraouie.

Le congrès prévu sur cinq jours et précédé par plusieurs conférences préparatoires, intervient dans un contexte particulier imposant de nombreux défis à relever notamment face à la persistance d'une situation de blocage du processus de règlement du conflit au Sahara occidental, en raison des politiques d'intransigeance et d'entrave de l'occupant marocain.

Le président du Comité préparatoire du Congrès, Khatri Adouh, a réaffirmé «la volonté ferme de faire de ce rendez-vous un succès qui vise principalement à mobiliser tous les efforts pour parachever la souveraineté de l'Etat sahraoui sur l'ensemble de son territoire», soulignant l'importance exceptionnelle de ces assises en termes de «stratégie de lutte, aspect organisationnel et progrès dans la voie de l'octroi, de la libération et de l'achèvement de la souveraineté». Pour le responsable sahraoui, le Congrès sera l'occasion «pour passer en revue toutes les options, notamment les moyens d'accélérer le plein exercice des droits du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance», comme l'ont souligné de nombreux responsables sahraouis, dont le Premier ministre Mohammed El-Ouali Akkeik. A moins d'une semaine de la tenue du Congrès du Front Polisario,

l'Onu a réaffirmé ses responsabilités envers le peuple sahraoui et son droit inaliénable à l'autodétermination. Dans ce sillage, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une nouvelle résolution, réitérant son soutien au processus politique mené par l'organisation internationale, pour le règlement de la question du Sahara Occidental. Les conférences préparatoires du 15e Congrès du Polisario avaient débuté au mois de novembre écoulé, au niveau de toutes les segments de la société sahraouie y compris parmi la communauté à l'étranger. Les participants ont été unanimes à relever l'impératif de conférer une plus grande importance à l'institution militaire et d'accorder de l'intérêt au combatant sahraoui, appelant à mettre en avant la revendication du peuple sahraoui à la liberté et à l'autodétermination à travers des positions décisives pour régler la question sahraouie.

Le président Ghali: tenue du Congrès dans des circonstances particulières

S'exprimant lors de l'ouverture de la Conférence nationale préparatoire à Tifariti, le président de la République démocratique arabe sahraouie (RASD), secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a indiqué que la Conférence



précédant le Congrès «est célèbre dans des circonstances particulières et face à des défis sur différents fronts, du fait de la politique d'intransigeance et d'obstruction du régime d'occupation marocain, avec le soutien clair de la France, au processus de paix et à la recherche d'une solution définitive».

Après plus de 28 ans de cessez-le-feu signé entre le Front Polisario et le Maroc sans atteindre l'objectif escompté, à savoir l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, a poursuivi le président sahraoui, «le Front populaire souligne qu'il ne peut continuer à traiter de la même manière avec les efforts de l'Onu, à moins que le Conseil de sécurité n'assume sa responsabilité et ses engagements de mettre en œuvre toutes les dispositions établies dans le plan de l'accord Onu-UA, approuvé en 1991». Saluant l'Armée de libération popu-

laire sahraouie (ALPS), M. Ghali a ajouté que cette 15e édition du Congrès opérera un véritable changement, à travers lequel le peuple sahraoui fera comprendre que «rien ne l'empêchera» de poursuivre sa juste lutte, par tous les moyens légitimes, jusqu'au recouvrement de sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la RASD. «Ce sont là, des défis qui interpellent les militants et militants du Front Polisario quant à l'importance de la mobilisation des capacités en vue de donner une forte impulsion au processus de construction d'une force autonome respectable et capable de réunir les conditions de la victoire», a insisté le président sahraoui. Pour le président Ghali, la situation actuelle nécessite «une évaluation minutieuse et une analyse objective de l'ensemble du plan d'action national entre les deux congrès, en particulier, et de la situation de notre lutte de libération en général...».

UE: Financement de 59,3 millions d'euros à deux programmes d'appui budgétaire au Mali

Le Comité de pilotage de l'appui budgétaire de la Commission européenne vient d'approuver le déblocage de 59,3 millions d'euros au titre de ses deux programmes d'appui budgétaire au Mali, a annoncé mardi la délégation de l'Union européenne (UE) au Mali via un communiqué. Le programme d'appui à la consolidation de l'Etat et le contrat de réforme sectorielle des secteurs sécurité alimentaire, nutritionnelle et agricole sont les bénéficiaires de ce financement. Il s'agit de programmes qui ont

comme objectifs principaux l'éradication de la pauvreté par la consolidation durable de la situation sécuritaire, l'amélioration de la transparence et de l'équité dans la gouvernance nationale comme locale, l'augmentation de la mobilisation des ressources internes, le développement d'offres d'emploi décent et de formations offertes aux jeunes, y compris aux migrants, et le renforcement de la résilience des populations vulnérables afin de faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable, pré-

cise le texte. Selon le communiqué, le montant débloqué «représente 89% de l'enveloppe totale disponible pour l'année 2019». Par cet appui, l'Union européenne souhaite soutenir l'engagement du gouvernement dans ses efforts de réforme relatifs à la gestion des finances publiques, au maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, à la transparence budgétaire et à la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable», affirme la délégation de l'UE dans le texte.

TCHAD

Au moins 14 villageois tués par "Boko Haram" dans l'ouest du Tchad

Au moins 14 personnes ont été tuées mardi dans l'ouest du Tchad par des membres présumés du groupe terroriste "Boko Haram", qui ont attaqué un village de pêcheurs au bord du lac Tchad, a annoncé mercredi le préfet de la région concernée.

Cette vaste étendue d'eau et de marécages est truffée d'îlots servant de repaires et de camps d'entraînement à Boko Haram qui multiplie attaques meurtrières et enlèvements dans les quatre pays riverains: Tchad, Niger, Nigeria et Cameroun.

"Hier, des personnes sont venues attaquer des pêcheurs non loin du village de Kaiga, il y a eu 14 morts, 5 blessés et 13 personnes portées disparues, dont on ne sait pas si elles ont été enlevées par les assaillants", a expliqué Imouya Souabebe, le préfet du

département de Kaya, où se situe Kaiga, cité par l'AFP.

Kaiga est situé à une soixantaine de km de la frontière nigérienne. "Nous savons que ce sont toujours les éléments de Boko Haram qui écumant cette zone, ils sont donc à l'origine de cette attaque", a ajouté le préfet. "Les assaillants sont venus en petit groupe dans un premier temps avant d'être renforcés pour attaquer les pêcheurs dans une zone appelée «zone rouge», difficile d'accès», a-t-il précisé.

"Des pêcheurs ont été attaqués hier dans une zone rouge où la pêche est interdite", a confirmé le gouverneur de la Région du Lac, Noki Charfadine, qui parle, lui, d'au moins neuf morts.

APS

ÉLECTRICITÉ La sécheresse aggrave la crise en Zambie et au Zimbabwe

Des millions de Zambiens et de Zimbabwéens ont plongé, cette semaine, dans le noir après des coupures de courant causées par une sécheresse sévère qui a diminué le débit des barrages.

La montée en flèche de la dette de ces deux pays d'Afrique australe les a empêchés d'importer suffisamment d'électricité pour amortir les pénuries, rapportent des médias locaux, notant que les panes d'électricité portées à 24 heures ont étouffé les deux économies.

Selon le site Web de la Zambezi River Authority, le taux remplissage au barrage Kariba, l'un des plus grands réservoirs au monde situé sur la frontière entre

le Zimbabwe et la Zambie, est à son niveau le plus bas depuis des décennies.

Cette situation sans précédent depuis 1996 impacte directement la capacité de production d'électricité des centrales hydroélectriques dont le Zimbabwe et la Zambie dépendent pour près de la moitié de leur besoins énergétiques. En revanche, précisent les sites, même si les deux pays jouissaient d'une situation financière stable, ils n'auraient pas pu importer d'électricité puisque la compagnie d'électricité sud-africaine Eskom, le plus grand fournisseur de la région, s'est elle-même emparée dans une crise grave qui l'a contrainte à mettre en œuvre le niveau 6

de délestage électrique, soit le niveau le plus élevé.

Cette crise énergétique a exacerbé ainsi les difficultés économiques des deux pays. La dette souveraine de la Zambie atteindra 96 pc du produit intérieur brut l'année prochaine, tandis que le Zimbabwe ne pourra pas s'endetter davantage avant d'avoir réglé ses arriérés auprès des bailleurs de fonds internationaux, relèvent des médias. Pour faire face à cette situation délicate, le Zimbabwe a plus que triplé les tarifs de l'électricité en octobre dernier et pense déjà à les augmenter davantage. La Zambie a également annoncé une augmentation de tarifs imminente.

FRANCE :

Macron "disposé à améliorer" le projet de réforme des retraites

Le président français, Emmanuel Macron est "disposé à améliorer" le projet de réforme des retraites, cible de grèves et de manifestations depuis deux semaines, a fait savoir son entourage hier, avant de nouvelles concertations du gouvernement avec les partenaires sociaux, selon des médias locaux.

Le chef de l'Etat français "n'abandonnera pas le projet" contesté mais "il est disposé à l'améliorer, par le truchement des discussions avec les syndicats", a expliqué la présidence, en laissant entrevoir "des avancées d'ici la fin de la semaine". Avec le nouveau "M. Retraites" du gouvernement, Laurent Pietraszewski, le Premier ministre Edouard Philippe reçoit dans l'après-midi tour à tour les leaders syndicaux et patronaux, pour tenter de trouver une sortie à cette crise qui paralyse largement les transports publics. Selon la présidence, M. Macron s'est notamment fixé pour "objectif d'obtenir une pause" de la mobilisation "pendant les fêtes" de fin d'année. Les syndicats au avant-postes de la contestation ont pour l'instant martelé leur



volonté de poursuivre le mouvement, sans marquer de "trêve" pendant les congés de Noël, qui débutent dans trois jours. Le compromis envisagé par M. Macron concernerait "une amélioration possible autour de l'âge pivot", pour l'instant prévu à 64 ans à partir de 2027 (au

lieu de 62 ans actuellement), afin d'équilibrer financièrement le système. Les salariés prenant leur retraite avant cet âge subiraient une décote, ceux partant plus tard percevant au contraire un "bonus". Inacceptable pour les syndicats et notamment la CFDT, premier syndicat français, qui est favorable au projet d'unifier des 42 systèmes de retraites existants mais considère l'âge pivot comme une "ligne rouge". Le temps presse pour le gouvernement face une grève qui se poursuivait mercredi dans les transports en commun, notamment parisiens, et plombe une partie de l'activité. L'équation politique est délicate, alors qu'une nette majorité des Français soutiennent le mouvement de protestation, selon les sondages.

YÉMEN :

Un an après la percée des pourparlers, l'ONU salue une évolution vers la paix

Un an après la percée des pourparlers pour une résolution de la crise au Yémen, l'ONU salue une évolution de ces négociations vers la paix malgré les revers. «Lorsque les belligérants au Yémen se sont réunis à l'extérieur de la capitale suédoise en décembre 2018 pour des pourparlers sous l'égide de l'ONU, ils ont montré qu'il pouvait y avoir un moyen de sortir d'un conflit brutal et de la pire crise humanitaire au monde», a déclaré cette semaine l'Envoyé spécial des Nations Unies pour ce pays, Martin Griffiths.

Pour la première fois en deux ans, le gouvernement reconnu internationalement et les représentants du mouvement «Ansarallah» dits Houthis se sont retrouvés autour de la table de négociations pour discuter face à face. «Nous sommes sortis des pourparlers de Suède très motivés par le fait que, pour la première fois, les deux parties avaient conclu un accord volontaire entre elles. Nous en étions donc très heureux», a déclaré Martin Griffiths, dans un entretien à ONU Info pour faire le point sur l'Accord de Stockholm, le résultat historique de ces pourparlers il y a un an. L'accord de Stockholm a abouti à un cessez-le-feu dans le port d'Hodeïda, au bord de la mer Rouge. Ce port, tenu par les Houthis mais contesté, est vital pour le flux d'aide alimentaire et humanitaire au Yémen. «Des vies ont été sauvées, le programme humanitaire a été protégé, et je pense que cela a également montré que les parties pouvaient s'entendre sur une autre façon de sortir d'une crise», a déclaré M. Griffiths lors de cet entretien réalisé avant des consultations à huis-clos du Conseil de sécurité sur le Yémen à New York jeudi. Cependant, il a indiqué que

des négociations étaient toujours en cours sur les redéploiements pour «démilitariser» Hodeïda, où les forces gouvernementales et les Houthis ont respecté en grande partie tout au long de l'année la fragile cessez-le-feu. Martin Griffiths a néanmoins fait part de sa «profonde déception» devant l'absence de progrès concernant l'échange de prisonniers, l'un des éléments clés de l'Accord. «Beaucoup de gens, et je suis l'un d'entre eux, pensent que nous aurions pu faire un bien meilleur travail de mise en œuvre de l'Accord de Stockholm au cours de ces 12 mois», a-t-il déclaré.

Nécessité d'accélérer les efforts pour une solution politique

Le conflit au Yémen a provoqué la pire crise humanitaire au monde et a poussé le pays au bord du déclin économique. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), environ 24 millions de personnes, soit 80% de la population, ont besoin d'aide. «Ce sont les raisons pour lesquelles la paix est si désespérément nécessaire au Yémen», a déclaré M. Griffiths. «S'il y a un argument en faveur de la nécessité d'accélérer les efforts pour trouver une solution politique à cette guerre, ce sont ces personnes, ces familles, qui souffrent quotidiennement des effets des conflits», a-t-il dit. «Mais toute solution politique dans n'importe quel conflit est extrêmement difficile», a-t-il ajouté. M. Griffiths possède une vaste expérience en matière de diplomatie et a précédemment été conseiller de trois envoyés spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie. Passer de la guerre à la paix exige une volonté politique, qu'il a décrite comme un

«changement» dans la façon dont «les parties ennemies voient la victoire et se perçoivent les uns les autres». «Ce qui se passe actuellement au Yémen, c'est qu'enfin, nous commençons à voir ce changement se produire», a-t-il souligné. «Nous commençons à voir dans le cœur et l'esprit de ceux qui prennent des décisions concernant la guerre, le désir de faire la paix et la reconnaissance à un niveau fondamental qu'il n'y a aucune perspective d'avantage militaire, qu'il n'y a rien à gagner sur le champ de bataille».

Le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies collabore avec des organisations de femmes et la société civile au Yémen. Son Groupe consultatif des femmes s'emploie à faire en sorte qu'elles fassent partie des futures négociations en vue d'un accord de paix. «Le pouvoir de la transition, et la pertinence de la transition après une guerre civile, est qu'elle permet à ceux qui ont été marginalisés par la guerre, qui ne font pas partie de ceux qui prennent des décisions sur la façon de mener la guerre - les femmes en sont un exemple évident - de retrouver leur place au cœur de la vie publique», expliqué M. Griffiths. Malgré les difficultés signalées dans la mise en œuvre de l'accord, il a déclaré qu'il était «encore un peu tôt» pour dire que cela ne fonctionnait pas. «Plus important encore, je pense que nous pouvons voir qu'il y a un intérêt à la fois du gouvernement du Yémen et du Conseil de transition du Sud pour le faire fonctionner. Peut-être pas sous tous ses aspects, mais suffisamment pour nous permettre, dans notre processus de l'ONU, de servir de médiateur pour mettre fin au conflit», a-t-il conclu.

SYRIE :

10 pays du Conseil de sécurité demandent à Moscou la poursuite de l'aide humanitaire

Les dix membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont réclamé mardi à la Russie de ne pas s'opposer à la prolongation de l'aide humanitaire transfrontalière apportée au peuple syrien, alors que Moscou veut la réduire drastiquement. «Les conséquences d'un non-renouvellement du mécanisme» d'aide à travers les frontières et lignes de front «seraient désastreuses», ont averti les dix pays (Belgique, Allemagne, Indonésie, Afrique du Sud, République dominicaine, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Koweït, Pérou et Pologne). «Il s'agit pour le Conseil de sécurité d'une responsabilité commune et nous appelons tous ses membres à rester unis sur ce dossier purement humanitaire», ont-ils ajouté dans une déclaration lue solennellement au siège des Nations unies.

«Il n'y a pas d'alternative à ce mécanisme pour le moment comme l'ont affirmé plusieurs fois les Nations unies», ont

aussi rappelé ces dix pays. Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU sont engagés depuis plusieurs jours dans des négociations sur un projet de résolution co-rédigé par l'Allemagne, la Belgique et le Koweït. Il vise à renouveler pour un an l'autorisation de s'affranchir des frontières syriennes afin d'apporter une aide à quelque 4 millions de Syriens. Cette autorisation existe depuis 2014. Dans ce cadre, le projet propose d'ajouter un 5e point de passage (à Tel Abyad à la frontière turque) aux quatre qui existent jusqu'à présent (deux à la frontière turque, un à la frontière jordanienne et un à la frontière irakienne). Lundi, la Russie, premier soutien du régime syrien et qui cherche à renforcer son contrôle dans le pays, a déçu les espoirs d'un vote uni et rapide en proposant un contre-projet de résolution revoyant à la baisse le nombre de points de passage frontaliers.

DESTITUTION DE TRUMP :

La procédure franchira un cap supplémentaire à la chambre basse

La procédure visant la destitution du président des Etats-Unis, Donald Trump, en raison de l'affaire ukrainienne, a franchi hier un cap supplémentaire au vu du vote solennel de la chambre des représentants pour sa mise en accusation, font observer des analystes de la scène américaine, estimant que ce pas est insuffisant pour sa mise en application.

Le vote à la chambre des représentants contrôlée par les démocrates (233 sièges contre 197 pour les républicains), sera, affirment les observateurs, une simple formalité, tant ce sont les démocrates qui étaient à l'origine de l'enquête en question.

Avant le vote prévu au plus tôt en fin d'après-midi, la réunion des représentants, sera précédée d'un débat de six heures qui sera dirigé par le républicain, Mitch McConnell, et la démocrate, Nancy Pelosi, respectivement président du sénat et de la chambre des représentants. Au centre du débat, la discussion des deux chefs d'accusation retenus, le 10 décembre courant par la Commission judiciaire de la chambre des représentants contre Trump, à savoir : «abus de pouvoir et entrave à la bonne marche du Congrès».

Selon les analystes, le vote de la chambre des représentants aussi important soit-il dans la suite de la procédure de la destitution, reste insuffisant pour sa mise en application. La domination des républicains au sein de la chambre des sénateurs (53 sièges sur 100) écarte tout scénario de cette nature.

L'option de convaincre par les démocrates 20 sénateurs de l'autre camp (républicains) de voter pour l'un des deux articles est exclue de facto, soutient-on, en faisant observer que les lignes partisans sont fortes, au Sénat comme dans l'opinion publique. Le procès de Trump au sein de la Haute chambre aura lieu au mois de janvier prochain.

La procédure de la destitution contre, Donald Trump, est la troisième du genre aux Etats-Unis après celles engagées en 1988 contre le président Anrew Johnson et en 1998 contre Bill Clinton.

Affaire ukrainienne ou «donnant-donnant»

L'affaire ukrainienne ou «donnant-donnant» n'est autre qu'une «tentative» de Donald Trump, de convaincre le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, qui venait d'être élu durant l'été dernier, d'enquêter sur un potentiel candidat démocrate à la présidentielle de 2020 aux Etats-Unis, en l'occurrence, Joe Biden, en échange d'une aide militaire estimée à 400 millions de dollars. Ainsi, tout a commencé un 25 juillet 2019 quand M. Trump avait demandé? lors d'un entretien téléphonique avec M. Zelensky, d'annoncer une enquête anti-corruption contre le démocrate Joe Biden et son fils Hunter, ex-membre du Conseil d'administration d'une entreprise gazière ukrainienne.

Ayant eu vent du contenu de la conversation, les démocrates à la Chambre basse ont ouvert, le 24 septembre, une enquête en destitution contre l'ex-magnat de l'immobilier. En guise de riposte, M. Trump a affirmé que ses conversations avec M. Zelensky étaient «parfaites» et martèle que Joe et Hunter Biden sont «corrompus», notamment parce que le fils de l'ancien vice-président démocrate a siégé à la direction de Burisma, un groupe gazier ukrainien un temps soupçonné de pratiques douteuses.

En octobre et novembre, la commission d'enquête de la Chambre a entendu une dizaine de témoins lors d'auditions à huis clos puis publiques. La Maison Blanche a refusé de collaborer et le chef de cabinet du président, Mick Mulvaney, ainsi que l'ex-conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, ont tous réfuté de témoigner.

Plusieurs témoignages indirects de diplomates ou de responsables de l'administration évoquent des «pressions» de M. Trump sur Kiev. L'ambassadeur américain pour l'Union européenne, Gordon Sondland, a livré le témoignage le plus embarrassant. L'homme d'affaires nommé par M. Trump confirme un «donnant-donnant»: une «invitation» du président Zelensky à la Maison Blanche contre l'annonce d'ouverture d'enquêtes par l'Ukraine, selon les «ordres» de Donald Trump.

Depuis, les élus républicains ont fait bloc derrière Trump, défendant les propos de leur chef de file selon lesquels il n'y a pas eu de «donnant-donnant», puisque l'aide militaire a été versée sans que Kiev annonce d'enquêtes.

Pour Donald Trump, le vote à la Chambre n'est qu'une tentative de coup d'Etat illégal et partisan. «Vous êtes incapable d'accepter le verdict des urnes» de 2016, écrit-il encore, en référence à sa victoire électorale qui avait «déjoué la plupart des pronostics».

APS

ENFANCE

Réédition de l'opération "un livre au lieu d'un billet" au Théâtre d'Oran

Une nouvelle édition de l'opération "un livre au lieu d'un billet" est prévue durant les vacances scolaires d'hiver au Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO), a-t-on appris mercredi du directeur de cette structure culturelle.

"Le public accèdera aux spectacles du TRO en offrant un livre pour enfants au lieu d'acheter un billet", a précisé à l'APS Mourad Senouci qui escompte recueillir quelque 5.000 ouvrages à la faveur de cette action.

"Les publications serviront à la création de deux bibliothèques pour enfants au niveau des communes de Gdyl et Hassi Mefsoukh", a-t-il fait savoir en citant le soutien d'une association activant dans cette région de l'est d'Oran. La première édition de cette opération avait permis, en 2018, la dotation de la bibliothèque de l'hôpital pédiatrique de "haï El-Menzah" (Canastel) avec un fonds riche de 3.000 ouvrages, a rappelé le directeur du TRO. "La promotion de la lecture enfantine constitue l'objectif essentiel de cette initiative qui vise également



à sensibiliser les parents à l'importance des activités culturelles et artistiques dans le processus d'épanouissement des petits", a souligné M. Senouci. Une nouvelle édition de la manifestation

"Les vacances au théâtre" est ainsi programmée pour la période allant du 21 au 30 décembre, à raison de deux séances quotidiennes. Plusieurs pièces à succès sont proposées dans ce cadre,

dont les productions du TRO intitulées "Pinnocchio", "Sindbad le marin", "Elachrar attalata" et "Ma asghara menni", ainsi qu'un spectacle de danse de la troupe "Ghina Form".

TIZI-OUZOU :

Série d'hommages à des personnalités culturelles locales

Une série d'hommages sera rendue courant de ce mois de décembre à plusieurs personnalités et hommes de culture locaux qui se sont distingués par leur apport et leur création dans le domaine de la culture et du patrimoine, a annoncé mercredi, dans un communiqué, la direction locale de la Culture. Ainsi, pour rendre hommage aux ténors de la chanson amazigh, une série de spectacles artistiques sera organisée du 28 au 30 du mois de décembre en cours au niveau de la grande salle de la maison de la culture Mouloud Mammeri.

Organisée par la direction de la Culture et l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et placée sous le thème : "lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazigh", cette manifestation culturelle est dédiée aux ténors de la chanson kabyle que sont Cherif Kheddad, Brahim Izri, Taleb Rabah, Djamil et Mohamed Lamari. Les spectacles seront animés par une panoplie de jeunes artistes parmi ceux primés lors des programmes Alhane ou Chabab ou lors des festivals de la chanson amazigh qui se déroulent annuellement au niveau local. L'objectif visé par cet hommage, a souligné à l'APS, Goumeziane Nabila, directrice locale de la Culture, est "de rendre hommage à ces artistes tous disparus récemment et par la même occasion encourager ces jeunes talents en leur offrant un espace exclusivement réservé pour eux".

Dans le même sillage, plusieurs établissements culturels à travers la wilaya seront baptisés aux noms de certains d'entre-eux, a-t-on, également, indiqué de même source. Une "initiative qui vise à honorer leur mémoire et à perpétuer leur apport", a souligné à ce propos Mme Goumeziane. Ainsi, l'école régionale des Beaux-arts d'Azazga portera désormais le nom du célèbre peintre M'hamed Issiakhem, le théâtre de verdure située dans l'enceinte de la Maison de la culture Mouloud Mammeri celui dramaturge Mohia Abdallah.

Les bibliothèques semi urbaine de la maison de la culture de Tizi-Ouzou, de Béni-Douala et Illiltan dans la daïra d'Iferhouene porteront respectivement ceux de Boulifa Si Amar Oussaid, l'un des premiers chercheurs en linguistique berbère, de l'écrivain Mouloud Feraoun et du chanteur Taleb Rabah. Deux salles de lecture, des villages d'Agouni Issad, dans commune Ait Yahia au Sud-est de la wilaya et Icherdiouene, dans la commune Beni Douala, porteront, elles, les noms du poète soufi et saint kabyle de la seconde moitié du 19e siècle, Cheikh Si Mohand Oulhoucine et du cofondateur du premier parti nationaliste algérien, l'Etoile Nord Africaine (ENA) Imache Amar.

APS

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de boumerdes
Daira de bordj menaïl
Commune de zemmouri

Numeros d'identification fiscale: 096235119191318

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service publique, le président de l'assemblée populaire communale de ZEMMOURI, déclaré que l'Avis d'appel d'offre nationale ouverte à l'exigence de Capacité Minimale N° 04/2019 paru dans les quotidiens nationaux (DK news et المصدر) et le BOMOP a partir du 28/10/2019

concernant : (Travaux D'achèvement Du Siege De L'apc De Zemmouri

Qu'à l'issue des jugements des offres du 18/11/2019, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

Nature d'opération	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Numeros d'identification fiscale	offre technique	Délai de la réalisation	observation
Travaux D'achèvement De L'apc De Zemmouri	CHIBANE AHCENE	11 579 361.64	169350500096151	33/50	60 jours	moins disant Et Techniquement qualifier

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et delegation de service publique les soumissionnaires pouvant procéder au recours dans les (10 dix) jours a partir de la première parution de cet avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Santé et de la Reforme Hospitalière
Wilaya d'Alger

Direction de la Santé et de Population
Etablissement Spécialisé en Psychiatrie
DRID HOCINE -KOUBA

NIF: 0099716189000911

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,

L'établissement spécialisé en psychiatrie DRID-HOCINE, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2019 relatif à « l'Acquisition, l'installation et la mise en service d'une sismothérapie », paru dans le quotidien national EL DJAZAIR MATCH du 06/11/2019 (arabe) et DK NEWS du 10/11/2019 (français).

La convention est attribuée provisoirement comme suite :

Numero D'offre	N° et désignation du LOT	Attributaire	Note technique	Montant De l'offre DA	Montant Corrigé DA	Délais de livraison	Classe	observation
03	LOT N°01: Acquisition et installation d'une sismothérapie	EURL BETAMED	50/70	6 188 000.00	6 188 000.00	29 Jours	01	Offre Moins disant
03	LOT N°02: Acquisition et installation des équipements auxiliaires.	EURL BETAMED	50/70	4 772 328.400	4 772 328.400	29 Jours	01	Offre Moins disant
Total						10 960 328.40	DA	

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres peuvent se rapprocher de la direction de l'établissement, dans les trois (03) jours à compter de la date de première publication du présent avis d'attribution au BOMOP ou dans un quotidien national.

Tout soumissionnaire contestant ce résultat peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Alger dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'attribution provisoire au BOMOP ou dans un quotidien national, conformément à l'article 82 du décret cité ci-dessus.

MILA : «Wa kaâna Chay Lam Yakoun», nouveau roman du jeune écrivain Akram Atma

Le jeune écrivain originaire de Chelgoum Laid (wilaya de Mila), Akram Atma, vient de sortir son deuxième roman «Wa kaâna Chay Lam Yakoun» (Comme si rien n'avait jamais existé), a indiqué mardi cet auteur à l'APS.

Publié aux éditions «Imtidal el nachre wa tazwai» d'Alger, ce roman de 224 pages est centré sur le personnage de Saïd de la région de Boussada qui, une fois décédé, réalise l'existence d'une vie après la mort. Intrigue psychologique où s'enchevêtrent le passé et le présent, le personnage principal se retrouve, au fil des pages prisonniers, de ses propres visions à ne plus savoir distinguer la réalité de l'imaginaire, explique le jeune auteur au 23 printemps.

«Ce livre se veut également de rappeler que la vie des hommes n'a d'autre intérêt

que la recherche permanente de la vérité», a-t-il ajouté avant de souligner que «la question de la vie après la mort est évoquée ici avec en toile de fond, plusieurs sujets fortement inspirés du vécu algérien». «J'ai essayé d'utiliser un langage simple pour exprimer des idées de portée éminemment philosophique et d'offrir aux lecteurs plusieurs degrés de lecture et d'interprétation tout en laissant planer le suspense en donnant une fin ouverte à chaque chapitre», a encore expliqué l'auteur. Etudiant en troisième année de littérature à l'université «Les frères Men-



touri (Constantine 1), Akram Atma avait précédemment publié «Sarir fi Djahanam» (un lit en enfer).

57 participants au Salon national de la photographie à Mila

Les services de la maison de la culture M'barek El Mili de la wilaya de Mila ont sélectionné 57 photographes, entre professionnels et amateurs, pour participer à la 8e édition du Salon national de la photographie organisé chaque année par cette structure, a affirmé, mardi, le chef du service de l'animation culturelle Tayeb Bouchateh.

La même source a indiqué à l'APS que, depuis l'ouverture à la participation à cette édition, qui sera accueillie par la maison de la Culture de Mila du 24 au 26 décembre, 110 demandes ont été reçues de différentes wilayas du pays. Après avoir étudié ces demandes de participation,



le comité de sélection a choisi 57 amateurs et professionnels de photographie, a précisé le même responsable, qui a ajouté que les services de la Maison de la Culture ont entamé à présent l'opération de confirmation de participation pour finaliser la liste des participants à cette

nouvelle édition, placée sous le slogan «Image, art et culture». Le programme de cette manifestation comprend une exposition de photographies prises par les participants, 3 ateliers pratiques au profit des participants, encadrés par des artistes spécialisés en photographie, dont un atelier sur le terrain pour prendre des photographies de monuments de l'ancienne ville de Mila et des paysages de la région du barrage de Beni Haroun. Les résultats des concours de la meilleure photographie expressive et le prix de la meilleure exposition et le prix du jury seront connus lors de la clôture de cette manifestation.

DÉCÈS Le cinéaste Cherif Aggoune n'est plus



Le cinéaste Cherif Aggoune, réalisateur d'un des premiers courts métrages en tamazight est décédé mardi soir à Paris, foudroyé par une crise cardiaque à l'âge de 68 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né en 1951, Cherif Aggoune avait entamé des études de physique à l'université d'Alger qu'il ira poursuivre en France avant de s'inscrire en 1978 à l'École supérieure des études cinématographiques à Paris.

Il retourne en Algérie en 1981 et intègre la télévision nationale en tant que premier assistant réalisateur. En 1990, il réalise le court métrage «Tagara Lejnun» (La Fin des Djinn), un des premiers films en Tamazight.

En 2013 Cherif Aggoune revient au devant de la scène cinématographique algérienne avec son premier long métrage «L'héroïne», qui relate un drame familial durant la décennie de violences terroristes. Ce film se veut un hommage aux victimes des terroristes et aux femmes combattantes. Pour son unique long métrage de fiction, Cherif Aggoune a également signé le scénario de cette première partie d'une trilogie cinématographique sur la décennie noire qu'il avait annoncé.

THÉÂTRE La générale de la pièce «Laâbet el Arche» aujourd'hui au Théâtre régional de Constantine



La générale de la nouvelle production du théâtre régional Mahmoud Tricki de Guelma, «Laâbet el Arche» (Le jeu du trône), sera présentée jeudi au théâtre régional «Mohamed- Tahar Fergani» de Constantine, a-t-on appris, mardi, du directeur du théâtre de Guelma, Rachid Djrourou.

Écrite par Rabah Houadef et mise en scène par Mohamed Islam Abbès, cette nouvelle pièce s'inscrit dans le cadre de la production de l'année 2019, a indiqué, à l'APS, le directeur de théâtre régional de Guelma, ajoutant que cette œuvre traite des conflits de pouvoir dans un royaume imaginaire et du rôle joué par l'élite intellectuelle qui tire les ficelles de toutes ces rivalités.

«Laâbet el Arche a recours un langage

simple reflétant notre patrimoine immatériel local, et ce à travers l'utilisation de la poésie populaire et d'expressions proverbiale bien ancrée de notre mémoire collective», a-t-il révélé.

Mettant sous les feux de la rampe 6 comédiens bien connus du monde du quatrième art à Guelma, cette nouvelle pièce espère bien trouver un écho favorable auprès des amateurs de théâtre grâce à son esthétique bien léchée, a-t-il encore affirmé. Rachid Djrourou a par ailleurs expliqué que le choix a été porté sur le théâtre régional «Mohamed Tahar El Fergani» de Constantine pour cette générale, étant donné que le théâtre de Guelma fait actuellement l'objet d'importants travaux de rénovation.

APS

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

Direction de la santé et de la population de la Wilaya d'Alger
Établissement Public de Santé de Proximité de Draria

NIF N° : 40801600001604901008

Avis d'attribution provisoire de marché

L'Établissement Public de Santé de Proximité de Draria informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert, avec exigence de capacités minimales N° 02/2020 portant restauration du personnel de garde au profit de l'EPSP de Draria pour l'année 2020, repartit en (02) deux lots et après l'ouverture et l'évaluation des offres conformément aux critères de choix prévus dans le cahier des charges, il a été attribué provisoirement au prestataire suivant :

Lot N° 1 : Les polycliniques de : Khraicia ,Draria , El Achour et Baba-Hassen

Soumissionnaire	Numéro d'identification fiscale (NIF)	Note technique (60 points)	Montant DA/TTC	Observation
SARL LILA CATERING	001716101221091	(60) pts	2 010 909.60	Offre moins disant

Lot N° 2 : Les polycliniques de : Douéra, Birtoua et Tessala el Merdja .

Soumissionnaire	Numéro d'identification fiscale (NIF)	Note technique (60 points)	Montant en DA/TTC	Observation
SARL LILA CATERING	001716101221091	(60) pts	2 506 140.00	Offre moins disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres, sont tenus de se rapprocher de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres de notre établissement, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

Un délai de dix (10) jours est accordé aux soumissionnaires pour introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'établissement public de santé de proximité de Draria à compter de la date de la parution de cet avis

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1041

trop dé- veloppé repré- senteras	retraites telle une main soignée	levée enlevées	élimions maladies de foie	terre à poterie ébahis	appli- qu岸rai	clown
coopère					stupide	sac à vin
esprit supérieur			grille- pain rabo- teuse		sonderas	
tentèrent de duper résumé de texte		être surpris disten- dait			pilastre d'angle précieux	devenus experts
voie de trafic annon- ciatrice		mère des Titans prépo- sition		cubes de planches royaume arabe	convien- dra grisons	courte sieste
châti- ment coûteux		manufac- tures dalles gravées	indispo- sition précision			accord ancien strident
vendras au détail	garantis criera comme un cabri				relation intime cash	
réunion dansante	temps de moisson pièces de toiture		mot de liaison sortie du bois	réchauf- fement fait présent	écrit un poème que- nottes	
locali- seront pendant d'oreille		groupe fila		désap- pointé aura un réflexe		quingnet
amoncel- lement suite de noms			courses d'appel profes- sion	attaquée partie du couteau	plan- chettes cours à St Omer	
arme de Cupidon	coup de karaté démon- stratif		temps d' existence ennui de coiffeur		condi- ment en gousse vierge	cloison
deviné		courte présen- tation		fêter en trinquant	via chrome à l'amphi	person- nel
					troublé	

Solution

Sudoku n°2341

8	2	3	6	1	7	5	4	9
9	5	7	2	8	4	1	6	3
6	1	4	9	5	3	8	7	2
3	7	5	1	6	8	2	9	4
1	8	9	4	7	2	6	3	5
4	6	2	5	3	9	7	1	8
2	3	1	8	9	6	4	5	7
5	9	8	7	4	1	3	2	6
7	4	6	3	2	5	9	8	1
2	3	8	1	6	7	5	4	9
1	9	4	5	8	2	6	7	3
7	6	5	3	9	4	8	2	1
7	8	6	1	9	3	5	4	2
2	3	5	4	8	7	6	1	9
1	9	4	6	2	5	8	7	3
4	1	7	3	6	2	9	5	8
3	6	9	5	1	8	4	2	7
8	5	2	7	4	9	1	3	6
6	7	3	8	5	4	2	9	1
9	4	8	2	3	1	7	6	5
5	2	1	9	7	6	3	8	4

Mots Croisés n°2341

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
1	M	E	U	R	T	R	I	S	S	U	R	E
2	E	S	S	U	I	E	R	A	R	A	T	
3	S	T	A	S	E	S	U	G	I	N	E	
4	S	A	I	S	D	E	T	E	S	E	G	I
5	A	M	E	N	E	R	A	I	S	E	N	
6	G	I	N	S	V	E	L	T	E	D		
7	E	N	T	A	E	N	L	A	C	E	R	
8	R	E	C	A	S	I	E	R	T	E		
9	I	T	E	M	S	A	R	I	S	E	Z	
10	E	S	T	E	A	S	A	N	A	S		

Grille géante n°1041

S	H	M	A	B	O	P	L	U	S	E	G	A	P
Y	P	A	N	R	I	L	I	S	I	E	R	S	O
G	E	N	T	E	R	C	O	N	T	A	T	E	R
E	T	R	O	U	E	E	E	A	S	E	T	E	R
P	P	O	P	E	E	E	E	E	E	E	E	E	S
C	C	H	E	I	B	E	A	I	T	E	M	A	L
D	D	E	B	E	A	I	T	E	L	E	R	E	I
B	B	A	R	E	L	P	I	S	E	E	D	O	E
C	C	T	R	A	S	T	E	L	A	G	E	M	S
L	L	I	E	A	T	A	M	P	E	P	P	A	R
A	A	R	C	E	N	T	A	R	A	R	O	S	E

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE: Brahim Bedjaoui nouveau DTN

Brahim Bedjaoui, entraîneur de la sélection militaire de boxe, a été nommé directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de boxe (FAB), en remplacement de Mourad Meziane, a appris mercredi l'APS auprès de l'intéressé.

«Cette décision a été prise par le ministère de la Jeunesse et des Sports après avoir reçu une proposition émanant du président de la FAB, Abdelmadjid Nehassia.

Un rendez-vous est prévu pour la passation de consignes avec l'ex-DTN, ce qui permet à l'instance fédérale d'entamer son travail dans la plus grande sérénité, notamment la préparation de nos athlètes en vue des prochaines compétitions.», a précisé Brahim Bedjaoui.

En poste depuis 2009, Mourad Meziane a laissé son empreinte à la direction technique nationale en réalisant un travail en profondeur avec l'apport des staffs techniques successifs avec à la clé plusieurs titres au niveau africain et sur la scène mondiale.

Plusieurs rendez-vous internationaux sont inscrits au programme de la sélection algérienne de boxe (seniors) dont le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, prévu du 20 au 29 février à Dakar au Sénégal.

VOLLEY-BALL / NATIONALE UNE DAMES :

Le programme de la 4^e journée

Programme de la 4^e journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale Une dames, prévue vendredi et samedi :

Vendredi :

OS Tichy - MB Béjaïa (10h00)
GS Pétroliers - Seddouk VB (15h00)

Samedi :

CRR Toudja - NC Béjaïa (10h00)
WA Béjaïa - Hassi Messaoud VB (14h00)
NR Chlef - RC Béjaïa (15h00)

Classement :	Pts	J
1. GS Pétroliers	9	3
2. MB Béjaïa	6	3
--. RC Béjaïa	6	3
4. Hassi Messaoud VB	5	3
5. WA Béjaïa	4	3
--. CRR Toudja	4	3
7. NR Chlef	3	3
--. Seddouk VB	3	3
--. NC Béjaïa	3	3
10. OS Tichy	2	3

ATHLÉTISME / CROSS-COUNTRY :

Le Championnat national le 15 février 2020 à Oran

Le Championnat national de Cross-country se déroulera le 15 février 2020 à l'hippodrome d'Oran, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «La décision de domicilier ce National à Oran a été prise ce mercredi, pendant la réunion du Bureau fédéral» a-t-on encore détaillé de mêmes sources, arguant du fait que la Ligue de cette wilaya est celle qui «répondait le mieux au cahier des charges» de la FAA pour abriter cette compétition.

Ce championnat, ouvert aux U18, U20 et seniors sera précédé de deux Challenges du Festival National de Cross-country, à savoir : le Challenge «El Mokrani», le 21 décembre 2019 à Bordj Bou Arréridj et le Challenge «La Soummam», le 28 décembre 2019 à Béjaïa.

APS

VOLLEY/JO-2020 (TOURNOI DE QUALIFICATION): L'Algérie ouvrira le bal contre le Cameroun, forfait des dames

La sélection algérienne de volley-ball messieurs entamera sa campagne de qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020 contre le Cameroun, lors du tournoi prévu en Egypte du 6 au 12 janvier 2020, selon le tirage au sort effectué mardi au Caire.



Les protégés du nouveau sélectionneur des «Verts», Krimo Bernaoui, enchaîneront ensuite avec la Tunisie, avant d'affronter le Ghana puis l'Egypte, lors de leur dernier match.

Le tournoi des messieurs, qui aura lieu au Caire, regroupera finalement cinq équipes.

Il s'agit de l'Algérie, de la Tunisie, du Cameroun, du Ghana et de l'Egypte (pays

hôte). Seul le champion aura l'honneur de représenter l'Afrique aux 32^{es} Jeux de Tokyo, prévus du 24 juillet au 9 août 2020.

Les sélections du Botswana et du Niger, initialement annoncées par la Confédération africaine de volley (CAVB) pour le tournoi, se sont retirées à la dernière minute.

Chez les dames, l'Algérie, annoncée partie prenante du

tournoi il y a quelques jours par la CAVB, ne prendra pas part à la compétition, prévue à Yaoundé (Cameroun) du 4 au 9 janvier, et s'ajoute ainsi aux autres sélections absentes (RD Congo et Sénégal).

Cinq sélections participeront à la compétition dont le tirage au sort a été aussi effectué mardi au Caire. Seul le vainqueur du tournoi prendra part aux JO de Tokyo.

Programme du tirage au sort des matchs (messieurs):

1^{re} journée: Egypte - Tunisie et Algérie - Cameroun Ghana (exempt)

2^e journée : Algérie - Tunisie et Ghana - Cameroun Egypte (exempte)

3^e journée : Algérie - Ghana et Cameroun - Egypte Tunisie (exempte)

4^e journée : Algérie - Egypte et Tunisie - Ghana Cameroun (exempte)

5^e journée : Cameroun - Tunisie et Ghana - Egypte Algérie (exempte)

Programme du tirage au sort des matchs (dames):

1^{re} journée : Nigeria - Cameroun et Botswana - Kenya Egypte (exempte)

2^e journée : Cameroun - Kenya et Nigeria - Egypte Botswana (exempt)

3^e journée : Egypte - Cameroun et Botswana - Nigeria Kenya (exempt)

4^e journée : Nigeria - Kenya et Egypte - Botswana Cameroun (exempt)

5^e journée : Botswana - Cameroun et Kenya - Egypte Nigeria (exempt)

TENNIS DE TABLE/CHAMPIONNAT NORD-AFRICAÏN : Les Algériens visent l'or à Oran

La sélection algérienne de tennis de table seniors (hommes et dames) visera l'or par équipes et en individuel lors du championnat nord-africain qui sera ouvert à Oran vendredi, a indiqué l'entraîneur national.

«Nos ambitions sont grandes pour décrocher l'or, aussi bien en individuel que par équipes, d'autant que cette épreuve aura lieu dans notre pays», a déclaré à l'APS le premier responsable technique de l'équipe nationale, Hocine Rebai.

L'enjeu dans cette épreuve d'Oran, qui aura pour théâtre la salle omnisports Akid-Lofti, est de taille, dans la mesure où elle est qualificative pour le Top 16 africain, en février prochain à Tunis, qui donne accès pour le dernier tour qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo (JO-2020).

«Mes pongistes sont tous animés d'une grande volonté pour réussir un bon coup, même si la concurrence sera très rude, sachant que les pays nord-africains, à l'image de l'Egypte, du Ma-

roc et de la Tunisie, sont considérés parmi les meilleurs en Afrique dans cette discipline», a reconnu le sélectionneur national.

En stage à Alger depuis le début de cette semaine, les capés de Rebai rejoindront la capitale de l'Ouest du pays la veille du coup d'envoi de la compétition.

Le groupe composé jusque-là de six pongistes (3 hommes et 3 dames) sera complété mercredi par l'arrivée de deux compatriotes évoluant en France, a encore informé Hocine Rebai dont ce sera la première sortie avec l'équipe nationale seniors après avoir remplacé, il y a quelque temps, Mustapha Belahcen, promu Directeur technique national.

C'est surtout sur le pongiste Samy Khrouf, médaillé d'or en double lors des précédents Jeux africains (JA) à Rabat (Maroc) et troisième au cours de la précédente édition de la Coupe d'Afrique, organisée au Nigeria, que le sélectionneur national table le plus, a encore affirmé ce dernier, qui espère

également voir l'équipe des dames s'illustrer après avoir décroché le bronze au cours des précédents JA.

Outre l'Algérie, pays organisateur, cinq autres sélections représentant l'Egypte, champion d'Afrique en titre, la Tunisie, la Libye, le Maroc et la Mauritanie, prendront part au tournoi, rappelle-t-on.

La compétition débutera par les éliminatoires par équipes, vendredi matin, alors que les finales auront lieu le lendemain.

Le même jour verra le déroulement des éliminatoires des épreuves individuelles avant que le championnat ne soit clôturé dimanche par les finales.

La cérémonie d'ouverture officielle, elle, aura lieu vendredi en fin d'après-midi. La sélection algérienne hommes sera composée de Samy Khrouf, Aïssa Belkadi, Abdelbaset Chaïchi et Larbi Bouriah.

Celle des dames est constituée de Linda Loughraïbi, Katia Kessasi, Widad Nouari et Hiba Rejas, rappelle-t-on.

BOXE :

Joshua propose à Fury d'être son sparring-partner avant d'affronter Wilder

Le Britannique Anthony Joshua a proposé mercredi à son compatriote Tyson Fury d'être son sparring-partner avant son combat attendu mi-février face au champion WBC des poids lourds l'Américain Deontay Wilder. «Si Tyson (Fury) a besoin de moi, je suis prêt à aller le défier pour le préparer pour son combat contre Wilder», a déclaré Joshua,

30 ans, à la télévision britannique Sky Sports News. «Je pense honnêtement qu'il peut battre Wilder la prochaine fois», a-t-il estimé.

Fury doit affronter le «Bronze Bomber» le 22 février prochain pour un second combat, après un match nul entre les deux boxeurs en décembre 2018.

Anthony Joshua (23 combats, 21 victoires par K.O., 1

défaite), qui a récupéré début décembre aux points ses ceintures mondiales IBF, WBA et WBO des lourds, face à l'Américain Andy Ruiz, espère pouvoir combattre Wilder, détenteur de la ceinture WBC, la seule qu'il manque au Britannique pour devenir le premier champion du monde chez les poids-lourds à unifier tous les titres depuis Lennox Lewis (1992-1994,

1997-2001 et 2001-2004). «J'ai aujourd'hui quatre ceintures, en incluant la IBO. J'ai besoin d'une de plus (celle de Wilder)», a lâché Joshua sur Sky Sports News.

«Je ne comprends toujours pas pourquoi c'est si difficile d'organiser ce combat. C'est le mec que je dois battre (...) pour conquérir la catégorie entière», a-t-il continué.

MODERNISATION ET MISE À NIVEAU DES STADES : Le Premier ministre donne son accord pour le financement de plusieurs opérations (MJS)

Le Premier ministre Noureddine Bedoui a donné son accord pour le financement de plusieurs opérations, dans le cadre de la modernisation et mise à niveau des stades de football existants, a annoncé le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

La première opération consiste à la mise en place des systèmes de contrôle d'accès électronique pour 5 stades : Mustapha-Tchaker (Blida), 8-mai 1945 (Sétif), 24 février 1956 (Sidi Bel-Abbès), 19-mai 1956 (Annaba), et Chahid-Hamlaoui (Constantine).

En prévision du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022, réservé aux joueurs locaux, cinq enceintes sportives seront mises à niveau et modernisées, il s'agit des stades du 19-mai 1956 d'Annaba, de Mustapha-Tchaker (Blida), du 5-Juillet 1962 d'Alger, de Chahid-Hamlaoui de Constantine, et d'Ahmed-Zabana d'Oran.

Le département ministériel souligne que «ces dernières opérations consistent notamment en l'étude, la réhabilitation et l'équipement des stades ainsi qu'à la réalisation de terrains de réplique».



ALGÉRIE - FORMATION : La FAF demande à augmenter le temps de jeu chez les jeunes catégories

La Fédération algérienne de football (FAF) a adressé une correspondance dernièrement à l'ensemble des clubs, leur demandant d'augmenter le temps de jeu chez les jeunes catégories pendant les matchs officiels, particulièrement chez les moins de 14 ans et les moins de 15 ans, considérant que cette hausse «favorisera mieux» leur formation.

«La Direction technique nationale (DTN) a constaté que le temps de jeu de seulement 2x30 minutes est insuffisant chez les U14 et les U15, car il ne favorise pas assez leur développement.

Il est donc demandé aux clubs à ce que ce temps de jeu passe à 2x35 minutes pour les U14 et à 2x40 minutes pour les U15» a indiqué l'instance fédérale dans

son courrier. Autre changement annoncé, la possibilité pour les clubs d'effectuer «cinq changements» lors des matchs officiels, aussi bien pour les U14 que les U15.

La FAF a indiqué également que «l'utilisation des ballons N4 et N5 au niveau de la catégorie U14 sera désormais autorisée».

4 matchs de suspension ferme pour Belameiri (CABBA) et Bouafia (USB)

Le milieu offensif du CABBA Arreridj El-Hadi Belameiri, et l'attaquant de l'US Biskra Hachem Bouafia, ont écopé chacun de quatre matchs de suspension ferme pour «comportement antisportif envers officiels», a annoncé mardi soir la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Les deux joueurs devront

également s'acquitter d'une amende de 40,000 dinars, précise la même source.

Belameiri a été expulsé lundi à la fin du match à domicile face à la JS Kabylie (1-1), dans le cadre de la 14e journée, alors que Bouafia a connu le même sort en déplacement face au NC Magra (défaite 1-0).

Par ailleurs, le milieu offensif de la JS Saoura Oussama Medahi, et l'attaquant de l'USM Bel-Abbès Ameur Bouguettaya, ont été sanctionnés de trois matchs de suspension ferme, plus une amende de 30,000 dinars pour «voie de fait sur adversaire».

Les deux joueurs ont été expulsés lors du match ayant op-

posé les deux équipes lundi à Béchar (0-1).

Rappelons que la commission de discipline de la LFP a infligé un match à huis clos pour l'USM Annaba (Ligue 2), cette dernière recevra samedi prochain l'AS Khroub sans la présence de son public, en match comptant pour la 15e journée de la compétition.

GLOBE SOCCER AWARDS 2019 : Belmadi écarté de la liste finale

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de football, Djamel Belmadi, a été écarté de la liste finale des nominés au titre du meilleur entraîneur de l'année 2019, dans le cadre du 11e Globe Soccer Awards, ont annoncé mercredi les organisateurs.

Belmadi, qui a mené l'équipe nationale à remporter la CAN-2019 en Egypte, figurait dans une liste d'entraîneurs de renom composée de l'Allemand Jürgen Klopp (Liverpool), de l'Italien Massimiliano Allegri (ex-Juventus), du Néerlandais Erik Ten Hag (Ajax Amsterdam) et du Portugais Fernando Santos (sélection du Portugal).

Le trio finaliste retenu est Klopp, Ten Hag et Santos. Le coach national avait également été nommé au trophée «The Best», décerné par la Fédération internationale (Fifa). Il avait terminé à la quatrième place derrière Klopp (1er), l'Ar-

gentin Mauricio Pochettino (2e) et l'Espagnol Pep Guardiola (3e).

Il reste en course pour le titre du meilleur entraîneur africain de l'année, décerné par la Confédération africaine (CAF). Le titre du meilleur coach de l'année 2018

«Globe Soccer Awards» était revenu au Français Didier Deschamps, sacré champion du monde avec l'équipe de France au Mondial-2018 en Russie. Les Globe Soccer Awards sont organisés depuis 2010



par l'Association européenne des agents de joueurs (EFAA) et l'Association européenne des clubs (ECA). La cérémonie de la remise des trophées se déroulera le 29 décembre à Dubaï (Emirats arabes unis).

CHAMPIONNAT AMATEUR: Le programme de la 15e journée

Gr. Centre
Samedi à 14h00 :
NRB Touggourt - ESM Koléa (Huis clos)

ES Ben Aknoun - IB Khemis El-Khechna
JS Hai Djabel - CRB Dar El-Beida
USM Blida - NARB Réghaia
CR Béni Thour - WR M'sila
RC Boumerdès - CRB Ain Oussera
IB Lakhdar - WA Boufarik
US Béni Douala - RC Kouba

Gr. Est
Samedi à 14h00 :
CRB Ouled Djellal - USM Ain Beida
AB Chelghoum Laid - MSP Batna
NRB Telegma - JSD Jijel
NT Souf - USM Khenchela
CR Village Moussa - MO Constantine
CA Batna - HB Chelghoum Laid
US Chaouia - US Tébessa
CRB Kais - CRB Ain Fakroune

Gr. Ouest
Samedi à 15h00 :
ASB Maghnia - CR Témouchent
SKAF Khemis - SC Ain Defla
SA Mohammadia - IRB El Kerma
JSM Tiaret - MB Hassasna
RCB Oued Rhiou - MCB Oued Sly
ES Mostaganem - US Rémchi
USMM Hadjout - CRB Ben Badis
SCM Oran - GC Mascara

ALGÉRIE: Cérémonie de remise de badges pour arbitres internationaux hier

Une cérémonie de remise de badges pour arbitres et arbitres assistants internationaux algériens 2020 a été organisée hier au niveau du siège de la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué mardi l'instance fédérale sur son site officiel.

La cérémonie se déroulera en présence du président de la FAF, Kheireddine Zetchi, et Mohamed Ghouti, président de la Commission fédérale d'Arbitrage (CFA), précise la même source. La liste des arbitres et arbitres assistants 2020 est la même que celle de l'année 2019 avec la présence notamment du doyen Mehdi Abid-Charef, arbitre international depuis 2011 et de l'arbitre-assistant Abdelhak Etchiali (2009).

Côté féminin, la Commission fédérale d'arbitrage a reconduit les mêmes arbitres internationaux de l'année dernière, en l'occurrence Mostefai Mahdjouba et Atman Lamia (arbitres) ainsi que Ouahab Asma Feriel et El Ghali Hanane (arbitres assistants).

Liste des arbitres et arbitres assistants 2020:

Arbitres: Bekouassa Lotfi (2016), Bekouassa Lyes (2019), Boukhalifa Nabil (2017), Ghorbal Mustapha (2014), Benbrahim Lahlou (2016), Abid Charef-Mehdi (2011), Mostefai Mahdjouba (2018) et Atman Lamia (2018).

Arbitres assistants: Etchiali Abdelhak (2009), Omar Bouabdellah (2007), Zerhouni Abbes Akram (2017), Seradj Mohamed (2014), Gourari Mokrane (2014), Brahim El Hamlaoui Sid Ali (2014), Bounoua Nabil (2015), Ouahab Asma Feriel (2018), El Ghali Hanane (2018).

Charlotte nouvelle ville du 30^e franchise du foot nord américain

La ville de Charlotte, en Caroline du Nord, deviendra dès 2021 la 30^e franchise du Championnat nord-américain de football (MLS), a annoncé mardi son président Don Garber.

«Au cours des deux dernières décennies, Charlotte a connu une énergie et une croissance énormes, qui s'accordent avec l'explosion de la popularité du football aux États-Unis», a déclaré M. Garber, ajoutant que ce choix relevait de «la bonne décision au bon moment».

L'équipe jouera au Bank of America Stadium (75.000 places), où évoluent les Panthers, la franchise de football américain (NFL) également propriété depuis 2018 de David Tepper, un milliardaire gestionnaire de fonds spéculatifs et philanthrope.

La franchise de Charlotte, qui n'a pas encore de surnom, devrait être la dernière à intégrer la MLS, Don Garber ayant dit que l'annonce de ce mardi serait «probablement l'ultime» du genre.

En pleine expansion depuis sa création en 1996 avec dix franchises originelles, la MLS s'est disputée à 24 formations cette année. Un championnat remporté par les Seattle Sounders.

L'Inter Miami CF, copropriété de David Beckham, et le Nashville SC la feront passer à 26 dès le 29 février, date du coup d'envoi de la saison 2020. Austin FC et Charlotte intégreront la ligue en 2021. Saint-Louis et Sacramento en 2022.

David Tepper, déjà bouillant, a d'ores et déjà donné le ton d'une rivalité haute en couleur avec la franchise voisine d'Atlanta United en Géorgie, qui a connu une croissance fulgurante depuis qu'elle a intégré la MLS en 2017, remportant la Coupe MLS en 2018 et battant plusieurs records de fréquentation.

«Nous sommes la ville chaude. Allez vous faire voir», a déclaré Tepper à l'endroit d'Atlanta. «Nous allons avoir une rivalité d'enfer.»

ITALIE: La ligue de football s'excuse pour des actes racistes

La Ligue italienne de football s'est excusée mardi après l'utilisation d'une peinture représentant trois singes dans une campagne contre le racisme initiée lundi et critiquée par l'AS Rome et l'association anti-discriminations FARE.

«Je m'excuse auprès de toutes les personnes qui on pu se sentir offensées par le travail de l'artiste Simone Fugazzotto», a déclaré l'administrateur délégué de la ligue Luigi De Servio.

«Bien que l'artiste avait expliqué que le message (de l'œuvre) était bien contre le racisme, certains d'entre vous l'ont trouvé critiquable», a poursuivi le patron exécutif de la Lega Serie A. Selon la Ligue, l'œuvre «a pour objectif de défendre les valeurs d'intégration, de multiculturalisme et de fraternité».

Alors que les stades italiens sont le théâtre d'incidents racistes récurrents, notamment des cris de singe à l'adresse de joueurs noirs, le message a été mal perçu par plusieurs observateurs.

L'AS Rome avait manifesté sa «surprise» lundi, estimant que l'utilisation de cette peinture n'était pas «le bon moyen» de lutter contre le racisme.

L'association FARE, qui oeuvre contre les discriminations, avait pour sa part parlé de «mauvaise blague».

«Ce qui n'est absolument pas à remettre en question est la condamnation sévère de toutes sortes de discrimination et de racisme, des phénomènes que nous nous sommes engagés à éradiquer de notre championnat», s'est défendu De Servio. Lundi, il avait présenté un plan de lutte contre le racisme, qui prévoit notamment la signature d'une charte par chacun des 20 clubs de Serie A, qui ont tous choisi un joueur devant les représenter dans ce combat contre le racisme. L'administrateur délégué de la Lega Serie A a également annoncé mardi que la Ligue italienne de football allait dévoiler une autre campagne contre le racisme avant la fin du mois de février.

APS

COUPE DE TURQUIE (GALATASARAY) : Feghouli contribue à la qualification pour les 1/8^{es} de finale

Le milieu offensif international algérien de Galatasaray Sofiane Feghouli, a contribué à la qualification de son équipe mardi soir, aux 1/8^{es} de finale de la Coupe de Turquie de football, grâce à la victoire en déplacement face à Tuzlaspor (Div.3) 4-0.

Le joueur algérien a inscrit le troisième but des siens (45^e+1). Il s'est distingué également par une passe décisive.

«Je suis très content de la réaction de l'équipe, c'était un match qu'il fallait absolument gagner. Je pense qu'on a fait le travail comme il le faut. On n'a rien laissé à cette équipe.

Je suis très content de ma performance ce soir, mes coéquipiers m'ont bien aidé. Je suis content d'avoir marqué et donné une passe décisive.

Le plus important c'est de se qualifier et de ne pas encaisser de buts.

C'est très bien pour le moral», a-t-il réagi à l'issue de la partie, cité mercredi par la presse locale.

Feghouli (29 ans) effectuait son retour à la compétition, après avoir contracté une blessure à la cuisse au début du mois.

Même si l'est moins performant par rapport au précédent exercice, il reste tout



de même une pièce indispensable dans le jeu de Galatasaray, 6^e de la Süper Lig turque, avec 24 points, à 9 longueurs du leader Sivasspor (33 pts).

«Il faut féliciter tout le monde, les joueurs qui jouent moins, ceux qui sont rentrés ont une très bonne mentalité. On est très heu-

reux, maintenant il faut continuer à récupérer car nous avons un match très important face à Goztepe ce samedi», a-t-il ajouté.

Avant de conclure : «On a encore deux matchs à jouer avant la trêve, on va essayer de les gagner après j'aurais le temps de me reposer pour pouvoir réaliser

une bonne deuxième partie de saison». Auteur d'une phase de poules de Ligue des champions calami-teuse, le club stambouliote s'est fait éliminer en concédant quatre défaites pour deux nuls, échouant même à décrocher la troisième place, qualificative pour l'Europa League.

Le WA Tlemcen s'interroge sur la procédure d'accompagnement par l'Etat des clubs de Ligue 2

Le WA Tlemcen s'interroge sur la procédure par laquelle les entreprises publiques vont aider les clubs de Ligue 2 conformément aux promesses des pouvoirs publics, à indiqué mercredi à l'APS le président de cette formation de l'Ouest du pays.

«Le Ministre de la jeunesse et des sports, Salim Raouf Bernaoui, qui nous a reçus dimanche dernier, nous a rassuré quant à la volonté de l'Etat de nous aider à surmonter la conjoncture difficile que nous traversons.

Néanmoins, des zones d'ombre persistent toujours concernant la manière avec laquelle les entreprises publiques vont nous accompagner», a déclaré Nacerddine Souleyman.

Le WAT table énormément sur cet engagement des pouvoirs publics, d'autant que le club bute à des problèmes financiers énormes depuis le début de la saison.

Au cours de réunion en question, le président du WAT a été informé par le Ministre de la tutelle que son club peut désormais miser sur l'apport de l'opérateur public de téléphonie mobile «Mobilis», a-t-il révélé, poursuivant qu'il était toujours dans l'attente d'un signe de la tutelle pour entamer les démarches d'usage afin de matérialiser cette démarche. «No-



tre souhait majeur est de voir l'entreprise que nous ont désigné les pouvoirs publics racheter la majorité des actions de la société par actions de notre club.

Mais pour l'heure, nous ne savons toujours pas si elle viendra dans cette optique ou pour uniquement nous sponsoriser.

J'espère que nous serons fixés dans ce registre dans les meilleurs délais», a souhaité le patron du WAT dont les joueurs ont boycotté l'entraînement pendant quatre jours, la semaine passée, pour protester contre la non-régularisation de leur situation

financière. Malgré cela, l'équipe est revenue, lundi dernier, avec un nul (1-1) de son déplacement d'Arzew face à l'Olympique local dans le cadre de la 14^e et avant dernière journée de la phase aller.

Ce résultat lui a permis de garder sa deuxième place au classement, mais voit son écart par rapport au leader l'O Médéa se creuser à cinq points, soit le même nombre d'unités qui les séparent du cinquième, le MC El Eulma.

Les quatre premiers clubs accèderont en Ligue 1 en fin de saison, rappelle-t-on.

LIGUE 2 (15^E JOURNÉE): USM Annaba- AS Khroub à huis clos (LFP)

Le match USM Annaba-AS Khroub comptant pour la 15^e et dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 2 prévu le samedi 21 décembre se jouera à huis clos, a indiqué mardi la Ligue de foot-

ball professionnel (LFP).

Il y a lieu de rappeler, par ailleurs, que la confrontation entre la JS Kabylie et le NC Magra, de la 15^{ème} journée du championnat de Ligue 1, se déroulera également ce samedi à huis clos.



PAUL POGBA ENCORE ABSENT !

Malade, l'ancien joueur de la Juventus a de nouveau repousser la date de sa reprise de l'entraînement. Le retour de Paul Pogba n'est pas encore pour de suite. Touché à une cheville, le Français met plus de temps que prévu pour revenir et n'a plus joué depuis le 30 septembre dernier. La Ploche devait reprendre l'entraînement cette semaine mais visiblement, cela ne se fera pas.



SANÉ VEUT REJOINDRE LE BAYERN DÈS CET HIVER

Malgré sa blessure, Leroy Sané est toujours aussi déterminé à rejoindre le Bayern Munich.

Victime d'une rupture des ligaments croisés du genou droit au cœur de l'été, Leroy Sané avait vu ses rêves de transfert vers le Bayern Munich s'envoler.

Quatre mois plus tard et alors que l'international allemand n'est pas encore complètement remis, l'attaquant de Manchester City compte bien profiter du mercato hivernal pour enfin quitter les Citizens et rejoindre la Bavière.

Si les champions d'Allemagne sont toujours intéressés, ils espèrent néanmoins que les dirigeants mancuviens se montreront moins gourmands que lors du mercato estival, eux qui réclamaient 150 millions d'euros.

Platini conseille à Mbappé de rester

Kylian Mbappé (20 ans, 17 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) au Real Madrid, c'est le fantasme de tous les fans du club espagnol.

Mais pour Michel Platini, l'attaquant français n'a nullement besoin de quitter le Paris Saint-Germain, qui a largement de quoi rivaliser avec les plus grands clubs européens.

"Mbappé doit-il quitter Paris ? Il n'y a pas de plus grand club que le PSG aujourd'hui. Historiquement, c'est vrai qu'il y a des Real Madrid, des Juventus. Mais les moyens du PSG sont les mêmes que ces grands clubs. Donc Mbappé peut très bien faire toute sa carrière au PSG, qui a mis le football français dans une autre dimension", a considéré l'ex-Bleu pour Le Figaro.

Sous contrat jusqu'en juin 2022, le champion du monde tricolore n'a pour le moment pas l'intention de bouger.



Alaba incertain sur son avenir

L'Autrichien de 28 ans, sous contrat jusqu'en 2021, a accordé un entretien à Sport 1. "Je peux imaginer les deux possibilités : rester ici ou prendre un chemin différent. Pour le moment, cependant, nous avons des objectifs ici et je veux les atteindre avec le Bayern Munich." David Alaba, formé dans le club allemand, a disputé 10 matchs cette saison, pour 1 but et 1 passe décisive.

EDEN HAZARD RÊVE ENCORE DE CHELSEA !

L'attaquant belge projette déjà de retourner à Chelsea... au terme de son contrat avec le Real Madrid en 2024. Recrue phare du mercato estival 2019 du Real Madrid, pour un prix avoisinant les 100 millions d'euros en provenance de Chelsea, Eden Hazard était très attendu pour ses débuts avec les Merengues. Malheureusement, ses premiers mois ont été difficiles, la faute notamment à un déficit de condition physique. Cependant, tout semblait aller mieux à partir du mois de novembre, jusqu'à sa blessure lors du match face au PSG.

Touché à la cheville, il ne sera pas de retour sur les terrains avant 2020, et manquera donc le Clasico. Au cours de sa rééducation, le belge de 28 ans a notamment évoqué son avenir auprès des médias. Comme le rapporte le Sun, Hazard pense déjà à l'après-Real, et envisage de retourner à Chelsea. C'est ce qu'il a visiblement confié à un fan.

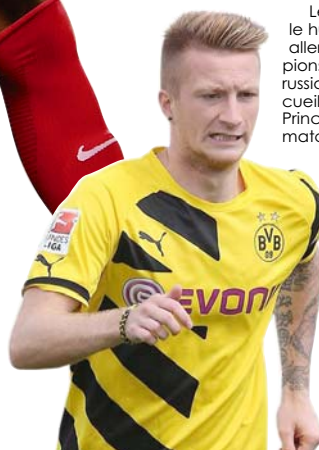
"Quand j'aurai fini au Real, je reviendrai (à Chelsea)".



Reus : «Nous allons affronter Paris pour franchir un tour en Ligue des champions»

Le PSG se déplacera pour le huitième de finale match aller de Ligue des champions le 18 février 2020 le Borussia Dortmund, et les accueillerons au Parc des Princes le 11 mars pour le match retour. Marco Reus, capitaine du BVB a été interrogé sur ce choc sur le site officiel du club allemand:

"C'est un tirage magnifique pour nous et nos supporters. Et franchement: évidemment nous y croyons. Nous allons affronter Paris pour franchir un tour en Ligue des champions. C'est clairement notre but."



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmadjid TAREB

Publicité : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»

FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

Zerouati présente le nouveau guide de l'étude d'impact sur l'environnement

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati a présenté, mardi à Alger, un nouveau guide de l'étude d'impact sur l'environnement réalisé en partenariat avec l'Agence de coopération internationale allemande "GIZ" en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité des projets menés par les bureaux d'études nationaux. Exposé en présence de représentants de bureaux d'études et d'acteurs dans le domaine de l'environnement, ce guide vise essentiellement d'optimiser la qualité des études, d'améliorer le savoir-faire et l'efficacité des bureaux d'études nationaux, et de garantir davantage de rapprochement entre l'administration et les acteurs économiques en vue d'instaurer un dialogue serein en faveur du développement durable et en réponse aux préoccupations des citoyens notamment celles ayant trait à l'environnement. Dans son allocution, Mme. Zerouati a précisé que ce guide avait vu le jour après de larges consultations menées avec les concernés en vue de l'enrichir et le mettre à jour pour satisfaire les besoins tant exprimés par les différentes parties prenantes à ce sujet, outre la prise de décisions qu'il faudrait justement actualiser chaque fois que nécessaire. Ce guide permettra également, a expliqué la ministre, d'atteindre les objectifs du développement durable (ODD) en préservant le capital naturel pour les générations futures. L'étude de l'impact sur l'environnement se veut "un outil d'évaluation environnementale transparent et probe", utile pour impliquer la société civile et les citoyens dans la prise de décision de manière claire et sélective, c'est-à-dire une sorte de base solide permettant de surpasser les obstacles et d'éviter d'aboutir à des résultats négatifs. Pour sa part, la directrice résidente de l'Agence allemande de la coopération internationale "Giz", Ella Schieber, a indiqué que l'élaboration de ce guide qui s'est faite en collaboration avec la partie algérienne s'inscrivait dans le cadre de la consolidation du partenariat algéro-allemand, notamment dans le domaine environnemental, à travers plusieurs projets de coopération dans les domaines de gestion des déchets, de la protection de la biodiversité biologique et des changements climatiques. Par ailleurs, l'inspectrice générale au ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, Chenouf Nadia a précisé que ce guide, premier du genre, renforcera la performance des bureaux nationaux d'études, notamment en matière d'élaboration d'études d'impact sur l'environnement. Ce guide, poursuit-elle, est composé de deux parties, la 1^{re} porte sur la définition de l'étude d'impact, ses objectifs et les acteurs les plus importants, tandis que la 2^e partie a trait aux conditions devant être suivies par les bureaux d'études pour la réalisation des études. La réalisation de ce guide a nécessité une année complète, a-t-elle fait savoir avant d'ajouter que plusieurs experts et spécialistes avaient été consultés pour enrichir son contenu.

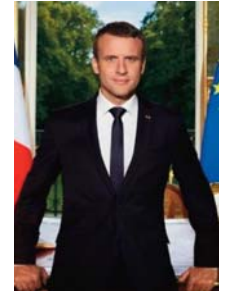


DIPLOMATIE

Emmanuel Macron félicite chaleureusement le président élu Abdelmadjid Tebboune

Le président de la République élu, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi soir un appel téléphonique du Président français, Emmanuel Macron, qui lui a adressé ses "chaleureuses félicitations" pour "la confiance que lui a accordée le peuple algérien lors de l'échéance électorale du 12 décembre 2019", indique un communiqué de la Présidence de la République.

Lors de l'entretien téléphonique, les deux présidents ont "passé en revue les différents aspects des relations bilatérales entre les deux pays et nombre de questions internationales et régionales d'intérêt commun, convenant de l'importance de prendre les mesures nécessaires, dont la relance des mécanismes bilatéraux idoines pour le renforcement de la concertation politique entre les deux parties", précise le communiqué.



DÈCÈS DU CINÉASTE CHERIF AGGOUNE

L'hommage du ministre de la Culture et des cinéastes

Le milieu du cinéma auquel s'est joint le ministre de la Culture a rendu hommage à Cherif Aggoune décédé mardi à l'âge de 68 ans à Paris, regrettant la perte d'un cinéaste engagé et d'un militant de la culture aux qualités avérées.

Dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a salué le travail "sincère et professionnel" du défunt au cinéma comme à la télévision.

Il a également souligné l'apport de ce "pionnier du cinéma amazighophone" par des œuvres traitant des réalités sociales et reflétant des étapes historiques importantes qu'a traversées l'Algérie.

La réalisatrice Fatima Zohra Zamoum se dit affligée par la disparition d'un "homme d'une grande générosité et d'une grande culture".

Des cinéastes comme Abdennour Zahzah, Said Mahdaoui ou encore

Arbi Lekhal ont également salué les qualités humaines de Cherif Aggoune et son engagement, alors que le documentariste Malek Bensmail évoque "une âme de poète" pour souligner les qualités humaines du disparu autant que sa grande sensibilité artistique.

Pour sa part, la productrice Amina Bedjaoui Hadda a salué l'"engagement indéfectible" de Cherif Aggoune qui "a toujours défendu les causes communes" et exprimé sa gratitude reconnaissante à "l'ami (qui répondait) présent pour une Algérie rêvée et pour le cinéma". Plusieurs associations culturelles, dont "Projecteur", et des ciné-clubs ont également salué l'apport du cinéaste à

leurs activités et son engagement à leurs côtés.

Né en 1951, Cherif Aggoune avait entamé des études de physique à l'université d'Alger qu'il poursuivra en France, avant de s'inscrire en 1978 à l'École supérieure des études cinématographiques à Paris.

Il retourne en Algérie en 1981 pour intégrer la télévision nationale en tant que premier assistant réalisateur.

En 1990, il réalise le court métrage "Tagara Lejnun" (La Fin des Djimns), un des premiers films en Tamazight, avant de revenir en 2013 avec son premier long métrage "L'héroïne", un drame familial durant la décennie des violences terroristes.

EDUCATION:

Plus de 62.000 enseignants se présenteront fin décembre aux examens de promotion

Plus de 62.000 enseignants des trois cycles confondus (primaire, moyen, secondaire) se présenteront, le 31 décembre en cours, aux examens professionnels de promotion aux grades de professeur principal et professeur formateur, au titre de l'exercice 2019, répartis sur 233 centres d'examen, a indiqué, mercredi, le directeur de l'Office national des examens et concours (ONEC), Mustapha Benzemrane. "Toutes les mesures organisationnelles ont été prises en vue de garantir le bon déroulement des examens de promotion, concernant 42.677 postes, aux grades de professeur principal et professeur formateur, auxquelles devront se présenter un total de 62.429 candidats répartis sur 233

centres de déroulement à travers le territoire national", a fait savoir M. Benzemrane, à l'occasion de l'ouverture de la rencontre des présidents de commissions de wilayas des surveillants des concours professionnels. Soulignant que l'organisation des concours de promotion "sera du même niveau d'organisation des examens scolaires nationaux", le même responsable a relevé que le nombre de postes de promotion au grade de professeur principal de l'enseignement secondaire est de 10.066 postes, en sus de 11.573 postes de promotion au grade de professeur principal de l'enseignement moyen et 18.360 postes au grade de professeur principal de l'enseignement primaire". Un total de 653 postes

de promotion au grade de professeur formateur de l'enseignement secondaire ont été enregistrés, outre 1.104 postes de professeur formateur de l'enseignement moyen et 921 postes au grade de professeur formateur du cycle primaire", a-t-il précisé. Selon le calendrier des examens, les candidats devront passer deux examens pour chaque grade. Concernant le poste de professeur principal des trois cycles, les candidats devront passer deux examens, à savoir en didactique de spécialité et en science de l'éducation et pédagogie. Quant au poste de professeur formateur des trois cycles, les candidats passeront deux examens, à savoir en science de l'éducation et pédagogie et en ingénierie de formation.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME:

Arrestation d'un élément de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès (MDN)

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté mardi à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 17 décembre 2019 à Boumerdès /èreRM, un (1) élément de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un autre détachement a détruit une (1) mine antipersonnel à Tébessa/5eRM", a précisé la même



source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont intercepté, à Oran et Ain Témouchent/2eRM, deux (2) narco-traffiquants en leur possession huit (8) kilogrammes de kif traité et (1.000 comprimés psychotropes", a ajouté le MDN. Selon la même source, un détachement de l'ANP "a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar/6e RM, huit (8) individus et saisi divers outils d'orpaillage, tandis que huit (8) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tamanrasset/6eRM".

EMPLOI - INSERTION:

Les modalités d'intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés fixées (Journal officiel)

Un décret exécutif portant intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et à l'insertion sociale des diplômés a été publié dans le dernier numéro du *Journal officiel*. Le présent décret fixe les modalités d'intégration, à titre exceptionnel, des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés dans les institutions et administrations publiques. "Les concernés doivent être en activité dans les institutions et administrations publiques à la date du 31 octobre 2019", stipule l'article 2 précisant que ces derniers seront intégrés dans les grades de fonctionnaires en qualité de stagiaires, ou de contractuels à durée indéterminée dans des emplois correspondant à leurs qualifications. Titularisés et reclassés conformément à la réglementation en vigueur, l'intégration des bénéficiaires s'étalera sur trois ans (2019, 2020 et 2021) et s'effectuera sur les postes budgétaires réservés à cet effet". Selon l'article 4, les bénéficiaires doivent aussi répondre, outre aux conditions générales d'accès à un emploi public, aux conditions statutaires exigées pour le recrutement dans le grade ou l'emploi concerné.

L'intégration interviendra également auprès de l'administration d'insertion, dans un grade ou emploi correspondant au titre, diplôme ou qualification des bénéficiaires lors de leur placement, après examen des dossiers. Dans le cas où l'administration d'insertion ne dispose pas de grade, ou d'emploi qui correspond au profil du titre, diplôme ou qualification du bénéficiaire concerné, celui-ci est intégré dans une autre institution ou administration publique, souligne l'article 5 du décret.

Par ailleurs, une commission centrale et des commissions de wilaya seront installées et chargées du suivi de la mise en œuvre de l'opération d'intégration, de l'examen des recours éventuels des bénéficiaires concernés et de se prononcer sur toute question y afférente. Elles sont appelées, aussi, à assurer la mise en œuvre des dispositions du présent texte. La commission centrale est composée notamment des représentants du ministère chargé de l'emploi, de l'intérieur et des collectivités locales, des Finances de la Solidarité nationale, ainsi que de la Santé. Quant à la commission de wilaya, elle est composée des représentants du wali, du directeur de l'emploi de wilaya, du chef d'inspection de la fonction publique, du contrôleur financier de wilaya et du chef d'antenne de wilaya de l'agence nationale de l'emploi. S'agissant de l'intégration dans le secteur public économique des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés en activité à la date du 31 octobre 2019, celle-ci s'effectuera selon les dispositions législatives et réglementaires régissant les relations de travail en vigueur, relatives aux conditions et modalités de recrutement au sein de ce secteur (Art 10). Examiné et adopté le 20 novembre dernier lors d'une réunion du Conseil du gouvernement, le décret relatif à l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et sociale des diplômés concerne 456.791 cas.